

LE GÉNÉRAL-MAJOR ABDELHAFID BAKHOUCHE :
ASSOCIER LES DOUANIÈRES DANS LA PRISE DE DÉCISION

P.2

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // MARDI 11 MARS 2025 // N°1029 // PRIX 20 DA

ACCIDENT AYANT COUTÉ LA VIE
À DEUX ÉLÈVES À TIARET

LE CONDUCTEUR
DU CAMION PLACÉ
EN DÉTENTION
PROVISOIRE

P.16

L'HISTORIEN FRANÇAIS CHRISTOPHE LAFAYE LE RÉVÈLE :

LA FRANCE A UTILISÉ DES ARMES CHIMIQUES DANS 450 OPÉRATIONS EN ALGÉRIE



MAURICE BOURGÈS-MAUNOURY A SIGNÉ L'AUTORISATION D'UTILISATION DES ARMES CHIMIQUES DANS L'ÉTAT ACTUEL DE SES RECHERCHES, CHRISTOPHE LAFAYE A PU IDENTIFIER 450 OPÉRATIONS MILITAIRES AYANT EU RECOURS AUX ARMES CHIMIQUES EN ALGÉRIE, PRINCIPALEMENT CONCENTRÉES DANS LES ZONES MONTAGNEUSES EN HAUTE-KABYLIE ET DANS LES AURÈS. TOUTEFOIS, SI CE CHERCHEUR A PU ÉTABLIR L'EXISTENCE DE 450 OPÉRATIONS, LE TABLEAU DEMANDE À ÊTRE COMPLÉTÉ PAR L'OUVERTURE D'ARCHIVES ENCORE AUJOURD'HUI CLASSÉ.

Lire en page 5

ÉLECTIONS SÉNATORIALES

UN TAUX DE PARTICIPATION LÉGÈREMENT MIEUX QUE CELUI DE 2022

P.2

FORMATION DE PILOTES

AIR ALGÉRIE S'ALLIE
À UN PARTENAIRE
AMÉRICAIN

P.3



IMPORTATION D'UN MILLION
DE TÊTES DE BÉTAIL EN
PRÉVISION DE L'AÏD EL-ADHA

LA FÉDÉRATION
NATIONALE DES
ÉLEVEURS
APPRÉCIE

DANS UNE DÉCLARATION À L'EXPRESS, LE PRÉSIDENT DU FNE DJILALI AZAOUI ESTIME QUE L'IMPORTATION D'UN MILLION DE TÊTES DE BÉTAIL « ARRANGERA LES ÉLEVEURS COMME LES CONSOMMATEURS ET GARANTIT UN APPROVISIONNEMENT SUFFISANT ». ELLE CONTRIBUERA À LA « STABILISATION DES PRIX » POUR L'AÏD EL-ADHA. IL A AJOUTÉ QUE LES ÉLEVEURS ONT ÉTÉ CONSTAMMENT ACCUSÉS « À TORT » PENDANT DE LONGUES ANNÉES, EN ALLUSION À LA FLAMBÉE DES PRIX DES MOUTONS.

Lire en page 2

LE GÉNÉRAL-MAJOR ABDELHAFID BAKHOUCHE :

Associer les douanières dans la prise de décision

Le directeur général des Douanes, le général-major Abdelhafid Bakhouché, a affirmé que les services des douanes œuvrent au renforcement du rôle de la femme douanière, en lui confiant des postes de responsabilité et en l'associant à la prise de décision.

S'exprimant lors d'une cérémonie organisée, dimanche soir à Alger, par la Direction générale des douanes (DGD), à l'occasion de la Journée internationale des femmes, le général-major Bakhouché a affirmé que ses services «poursuivent leurs efforts en vue de renforcer le rôle de la femme douanière, en lui confiant des postes de responsabilité et en l'associant à la prise de décision». «La nomination de plusieurs éléments féminins, ces dernières années, dans de hauts postes de responsabilité est la meilleure preuve de l'attachement des douanes au principe d'égalité des chances et de la reconnaissance de leurs aptitudes à gérer les douanes avec mérite», a-t-il estimé. Il s'est félicité, dans ce cadre, des contributions de la femme douanière à la promotion de l'économie nationale, affirmant qu'elle constitue «un pilier essentiel» dans le système douanier, sachant qu'elle «contribue à la protection de l'économie nationale, à la sécurisation des frontières et à la lutte contre le crime économique, tout en assumant ses responsabilités dans l'ensemble des postes frontaliers, aussi bien dans le cadre administratif que technique». Lors de cette rencontre, des moudjahidate, des douanières, des membres du personnel féminin relevant du ministère de la Défense nationale (MDN), de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN), de la Direction générale des forêts (DGF), de la Direction générale de la protection civile (DGPC), du ministère des Finances, ainsi que des journalistes de la presse publique, ont été honorées.

R.N.

IMPORTATION D'UN MILLION DE TÊTES DE BÉTAIL EN PRÉVISION DE L'AÏD EL-ADHA

La Fédération nationale des éleveurs apprécie

La Fédération nationale des éleveurs (FNE) salue la décision du président de la République, M. Tebboune, qui a ordonné, à l'issue d'un Conseil des ministres tenu dimanche dernier, de lancer une consultation internationale pour l'acquisition d'un million de têtes de bétail, en prévision de l'Aïd el-Adha. Une «décision judicieuse, mûrement réfléchie qui profitera au tandem éleveurs-consommateurs», a indiqué la FNE.

Par Meriem Kaci

En effet, à l'issue d'une réunion du Conseil des ministres consacrée à des exposés concernant plusieurs secteurs, le chef de l'État a ordonné «l'élaboration d'un cahier des charges pour lancer, dans les plus brefs délais, une consultation internationale avec des pays ayant une capacité d'approvisionnement, pour importer jusqu'à un million de têtes de bétail en prévision de l'Aïd el-Adha. Une décision jugée «louable», par les éleveurs de bétail et prise à la suite d'une «étude approfondie». Dans une déclaration à l'Express, le président du FNE M. Djilali Azaoui estime qu'une éventuelle importation d'un million de têtes de bétail «arrangera les éleveurs comme les consommateurs et garantit un approvisionnement suffisant». Elle contribuera à la «stabilisation des prix» pour l'Aïd el-Adha, indique notre interlocuteur, pour qui les éleveurs ont été constamment accusés «à tort» pendant de longues années, en allusion à la flambée des prix des moutons. En effet, depuis des années, le prix des moutons destinés au sacrifice a connu une hausse significative, ce qui a fait que des familles, notamment, des petites bourses, renoncent à l'achat du mouton. Maintenant, avec le lancement d'un appel d'offre pour l'importation du bétail, les Algériens pourraient accomplir ce rituel. « Les éleveurs sont respon-



sables de la production et non de la hausse des prix», insiste M. Azaoui, qui reproche aux spéculateurs d'imposer leur loi. La stabilisation des prix contribuera à l'épanouissement de la filière et permettra à l'éleveur d'assurer la gestion de son troupeau, et ce, en rappelant que la filière ovine a déjà subi les effets de la sécheresse, qui a duré sept ans. Toutefois, et en dépit des difficultés, les éleveurs ont «maintenu le cap et s'étaient engagés à ne pas laisser cette filière à l'abandon». M. Azaoui tire à boulets

rouges sur les «intrus» qui cherchent à avoir le profil d'éleveur.

Dans un autre volet, le président de la FNE a salué la décision de M. Tebboune portant sur des instructions pour l'organisation d'un salon national dédié aux petits éleveurs de bétail, et ce, en coordination avec le ministère de l'Agriculture. Pour lui, ce salon constituera une opportunité pour les petits éleveurs afin de «s'exprimer» sur la filière et leur accompagnement dans leurs pas dans l'élevage.

M.K.

ÉLECTIONS SÉNATORIALES

Un taux de participation légèrement mieux que celui de 2022

Boualem B.

L'opération de vote pour le renouvellement de la moitié des membres du Conseil de la nation, qui a eu lieu dimanche 9 mars dans les 101 bureaux de vote répartis dans 58 wilayas au niveau des APW, s'est déroulée dans de

bonnes conditions selon l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE). Karim Khelfane, le président par intérim de l'Autorité, a indiqué que le taux de participation à ces élections a atteint 96,31 % à 17 heures, heure de clôture. Le dépouillement des voix a débuté immédiatement après la clôture des

bureaux de vote. Sur sa page Facebook officielle, l'ANIE a publié quelques photos de ce scrutin, notamment des scènes de vote et de réception des originaux des procès-verbaux de dépouillement.

Hormis l'annonce sur les réseaux sociaux de quelques noms des élus qui ont gagné dans quelques wilayas, les résultats officiels de ce scrutin n'ont pas encore été rendus publics en ce lundi après-midi. Pour rappel, le corps électoral convoqué pour ce scrutin compte au total 27 241 élus, dont 2 350 membres des APW et 24 891 membres des APC.

En termes de candidatures, l'ANIE a indiqué avoir reçu un total de 629 dossiers, dont 410 dossiers parrainés par 23 partis politiques et 219 dossiers indépendants.

Elle a précisé que, de ces 629 dossiers, 426 dossiers ont été acceptés, dont 249 déposés par des candidats parrainés par 20 partis politiques et 177 dossiers d'élus indépendants.

Les dossiers acceptés sont composés de 202 dossiers d'élus des assemblées populaires de wilaya (APW) et de 224 dossiers d'élus des assemblées popu-

lares communales (APC). Il convient de rappeler aussi que, selon l'article 121 de la Constitution : «Les membres du Conseil de la nation sont élus pour les deux tiers (2/3) au suffrage indirect et secret, à raison de deux sièges par wilaya, parmi les membres des assemblées populaires communales et les membres des assemblées populaires de wilayas. Un tiers (1/3) des membres du Conseil de la nation est désigné par le Président de la République parmi les personnalités et compétences nationales dans les domaines scientifique, professionnel, économique et social.»

La loi organique relative au régime électoral stipule que les deux tiers (2/3) des membres du Conseil de la nation sont élus pour un mandat d'une durée de six ans.

Les membres élus du Conseil de la nation sont renouvelés par moitié tous les trois ans. Avant la fin de ce mois, la liste du tiers présidentiel sera annoncée et l'attention sera alors accaparée par le nom de celui qui succédera à Salah Goudjil, président actuel du Conseil de la nation.

B. B.

Attaf reçoit la vice-présidente de la Commission de l'UA

Le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a reçu, lundi au siège du ministère, la vice-présidente de la Commission de l'Union africaine (UA), Mme Monique Nsanzabaganwa, qui lui a rendu une visite d'adieu quelques jours avant la fin de son mandat,

indique un communiqué du ministère.

Lors de cette rencontre, M. Attaf a félicité Mme Monique Nsanzabaganwa d'avoir mené à terme son mandat à la Commission de l'UA, saluant «les efforts qu'elle a consentis au service de l'agenda continental», tout en lui souhaitant «plein succès dans ses projets futurs», précise la même source. L'audience a également

été l'occasion pour les deux parties de «procéder à un échange de vues et d'analyses sur les développements de la situation à l'échelle continentale, notamment sur les perspectives de renforcement de l'action africaine commune pour relever les défis posés en matière sécuritaire, politique et de développement», conclut le communiqué.

L'EXPRESS



Quotidien national d'information édité par la **SARL ADRA COM**
Adresse : Maison de la presse Abdelkader Safir, 02 Rue Farid Zouiouache, Kouba, Alger

Redaction@lexpressquotidien.dz
www.lexpressquotidien.dz
TEL/fax: 023.70.99.92
Service-pub@lexpressquotidien.dz

GÉRANT :

NOURDINE BRAHMI
DIRECTEUR HONORAIRE:
ZAHIR MEHDAOUI
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
RABAH YUCEF RABAH

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale de communication d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression:
Société d'Impression d'Alger (SIA)
Diffusion:
Media Distribution

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la Rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une réclamation.

TENUE PROCHAINE DE DISCUSSIONS ENTRE LES DEUX PAYS

Les États-Unis renforcent leur coopération militaire avec l'Algérie

Les deux nations ont mené un dialogue militaire continu depuis des années. Et cette dynamique s'est notamment traduite par des échanges réguliers entre hauts responsables militaires et des discussions sur des enjeux stratégiques communs.

Karima Baba Aissa

L'Algérie et les États-Unis s'appêtent à franchir un cap dans leur coopération en matière de défense. C'est ce qu'a affirmé Sabri Boukadoum, ambassadeur d'Algérie à Washington, lors d'une rencontre avec des médias américains, dont Defensescoop. Il a annoncé la tenue prochaine de discussions entre les ministères de la Défense des deux pays, avec pour objectif un partenariat sécuritaire renforcé et la possible acquisition d'armements américains par l'Algérie.

« Des représentants des ministères de la Défense des deux pays se préparent à entamer des discussions pour renforcer le partenariat en matière de sécurité », a déclaré Boukadoum, précisant que trois ateliers de dialogue seront organisés pour mettre en œuvre le mémorandum d'entente signé entre Alger et Washington le 22 janvier dernier. Cet accord, selon lui, constitue une base juridique pour une coopération approfondie et ouvre la voie à plusieurs opportunités stratégiques.

Parmi les principaux axes de ce partenariat, l'ambassadeur a mis en avant l'échange d'informations de renseignement maritime, des accords d'armement, des opérations de recherche et de sauvetage, ainsi que les efforts conjoints dans la lutte contre le terrorisme au Sahel.



Boukadoum a rappelé que « les deux nations ont mené un dialogue militaire continu depuis des années ». Cette dynamique s'est notamment traduite par des échanges réguliers entre hauts responsables militaires et des discussions sur des enjeux stratégiques communs.

En décembre dernier, un dialogue militaire conjoint s'était déjà tenu à Washington, réunissant des représentants des forces armées algériennes

et du Pentagone. À cette occasion, des bases avaient été posées pour un protocole d'accord visant à intensifier la coopération en matière de sécurité régionale, de cybersécurité et de lutte contre le terrorisme. L'ambassadeur a également insisté sur l'importance de l'Algérie dans la région, soulignant que « l'un des avantages pour les États-Unis, c'est qu'Alger possède le facteur humain en étant sur le terrain dans la région ». Un élément

clé dans le contexte du Sahel, où la stabilité demeure un enjeu majeur pour les puissances internationales.

Sur le plan politique, Boukadoum s'est montré optimiste quant à la continuité de cette « coopération » sous l'administration Trump, affirmant que l'Algérie reste engagée dans un dialogue constructif avec Washington, notamment sur les volets économique et énergétique.

K. B. A.

FORMATION DE PILOTES

Air Algérie s'allie à un partenaire américain

La compagnie Air Algérie a indiqué dimanche dans un communiqué qu'elle a procédé à la signature d'un contrat de partenariat avec la société américaine CPaT Global pour moderniser et améliorer la formation des pilotes en intégrant des solutions numériques avancées et interactives. Ce programme de formation, basé sur des outils de

simulation et de formation à distance, permettra à la compagnie aérienne d'investir dans des technologies de pointe pour assurer à ses pilotes un programme de formation de haut niveau et d'améliorer les standards de sécurité et d'efficacité. Ce partenariat s'inscrit dans le cadre de la stratégie de modernisation d'Air Algérie et

reflète son engagement à adopter les meilleures pratiques dans le domaine de la formation aéronautique. En investissant dans des solutions technologiques avancées, la compagnie « cherche à atteindre l'excellence et à assurer le développement continu de ses opérations », précise le communiqué.

H.H.

DIPLOMATIE

Alger célèbre le 50^e anniversaire de l'établissement de ses relations avec Lisbonne

L'Algérie a célébré le cinquantième anniversaire de l'établissement de ses relations diplomatiques avec le Portugal ainsi que le vingtième anniversaire de la signature du Traité de bon voisinage, indique dimanche, un communiqué du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines. L'Algérie a rappelé, à cette occasion, « la profondeur des relations liant les deux pays et peuples algérien et portugais, enracinées à travers l'histoire », selon le communiqué. La célébration de ces deux événements

importants intervient « à un moment où les relations entre les deux pays connaissent un développement significatif dans divers domaines, notamment à la lumière de la récente visite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en République portugaise en mai 2023, qui a abouti à des résultats encourageants au service des intérêts des deux peuples amis algérien et portugais », ajoute la même source, précisant que « cette visite vient couronner un parcours riche en échanges au plus haut niveau entre les deux pays ». À cette occasion,

l'Algérie a réaffirmé « sa volonté de poursuivre le travail avec la partie portugaise afin de hisser les relations de coopération et de partenariat entre les deux pays à des niveaux supérieurs, mais aussi d'intensifier la coordination et la concertation sur les questions régionales et internationales d'intérêt commun, à même de renforcer le respect de la légalité internationale, du droit international, et de la Charte des Nations unies, et de servir les questions de paix et de sécurité dans le monde », a conclu le communiqué.

M. K.

ÉDITORIAL L'EXPRESS

Alger en phase avec Washington

PAR MEROUANE KORSO

L'embellie des relations politiques et commerciales entre Alger et Washington a été renforcée par une nouvelle vision des deux pays dans leur partenariat en matière de défense et de coopération militaire. Jamais les relations entre Alger et Washington n'ont été aussi saines, prospères et fécondes que durant ces dernières années. Si, dans les secteurs névralgiques de l'économie, l'énergie et le commerce, Alger attend bien sûr plus de son partenaire américain avec la seconde administration Trump, même si, dans le secteur des hydrocarbures, les relations algéro-américaines ont depuis l'indépendance de l'Algérie été portées à bout de bras par les Américains, dans la défense également, les deux pays collaborent admirablement. Autant en tant que partenaires dans certains forums militaires et de défense internationaux, dans la lutte contre le terrorisme transnational ensuite, et, enfin, en matière de coopération militaire stratégique. Cet aspect très encourageant des relations solides entre Alger et Washington, confirmé d'ailleurs par la signature, le 27 janvier dernier, d'un protocole d'accord militaire lors de la 3^e visite à Alger du général Michael Langley, chef du commandement américain pour l'Afrique, vient d'être confirmé par les déclarations de l'ambassadeur d'Algérie aux États-Unis, Sabri Boukadoum. Dans une déclaration à deux médias US, dont Defensescoop, le diplomate algérien a évoqué les relations militaires excellentes entre les États-Unis et l'Algérie et expliqué qu'elles allaient encore se développer et se diversifier. Boukadoum a rappelé et, en fait, officialisé ce qui se disait tout bas, le développement dans la plus grande discrétion de la coopération militaire algéro-américaine. Il rappellera à ce sujet que « nous avons un dialogue militaire qui dure depuis des années maintenant ». Donc, le protocole d'accord a simplement mis en place un « cadre juridique dans notre coopération et il ouvre la porte à tant d'autres choses dans le futur ». Le diplomate algérien, qui fait référence à l'accord signé le 27 janvier par le chef de l'Afrikom et le chef d'état-major de l'ANP le général d'armée Said Chanegriha, explique que cet accord concerne une large palette de services militaires, dont la promotion d'une collaboration bilatérale plus étroite entre les troupes algériennes et américaines. En fait, cette nouvelle vision de la coopération militaire et de défense entre l'Algérie et les États-Unis n'a pas de limites et peut aller dans les secteurs et domaines les plus variés, ce qui, dans la foulée, conforte la ligne politique et militaire de l'Algérie qui cherche constamment à diversifier ses partenaires et sa coopération dans tous les domaines où son intérêt en tant que pays et nation est interpellé. La phrase de l'ambassadeur d'Algérie à Washington « le ciel est la limite », lorsqu'il lui a été demandé ce que l'Algérie cherchait à prioriser dans cette expansion de la coopération militaire avec les États-Unis, résume parfaitement les objectifs militaires et de défense du pays dans sa stratégie de diversifier ses partenaires, autant dans le domaine politique, économique, culturel ou simplement de défense. La coopération militaire de l'Algérie avec les États-Unis est certes nouvelle depuis les accords en matière de lutte contre le terrorisme, notamment dans le Sahel, mais elle promet d'être à la hauteur du partenariat politique entre les deux pays, d'autant que l'administration Trump ne peut ne pas conforter cette embellie militaire et politique en ouvrant d'autres chantiers de coopération, notamment dans les mines et les terres rares, des ressources si importantes pour la technologie militaire et industrielle de pointe des États-Unis.

Le journaliste Apathie «écarté» pour avoir trop parlé vrai

Aïda Mouni

Jean-Michel Apathie n'a pas volé un croissant à la cantine de RTL. Il n'a pas non plus lâché un édito fumeux aux relents complotistes. Non, son crime est bien plus grave, il a osé rappeler ce que les archives militaires françaises elles-mêmes documentent noir sur blanc. Il a mis des mots sur l'impensé colonial. Résultat ? Une mise à l'écart, suivie d'un départ. Ce mardi, le journaliste a annoncé qu'il quittait RTL après avoir été suspendu une semaine pour avoir comparé les crimes coloniaux en Algérie aux exactions nazies en France. Une comparaison qui, pour quiconque a déjà ouvert un livre d'histoire autre qu'un manuel scolaire expurgé, ne devrait pas faire débat. Mais en France, toucher à la mythologie coloniale, c'est comme mettre un coup de pied dans une ruche. Ça bourdonne, ça pique, et ça s'achève souvent par un exil médiatique. Tout est parti d'un débat sur l'Algérie, où Apathie a eu l'audace de dire l'indicible sur une grande antenne nationale. « Chaque année, en France, on commémore ce qui s'est passé à Oradour-sur-Glane, c'est-à-dire le massacre de tout un village, mais on en a fait des centaines, nous, en Algérie. Est-ce qu'on en a conscience ? ». Il n'en fallait pas plus pour déclencher l'ire des gardiens du temple colonial. Interpellé sur son parallèle entre l'armée française et les SS, il a maintenu : « Les Nazis se sont comportés comme nous ». Une phrase qui, dans une démocratie apaisée avec son passé, aurait pu lancer un débat historique de fond. En France, elle a surtout déclenché un tollé sur les plateaux et dans les rangs de l'extrême droite, qui hurle au « scandale ». Dès que l'on évoque un crime colonial autrement qu'en demi-teinte. Sanctionné par RTL et mis à l'écart sous prétexte d'une prétendue « polémique », Apathie a choisi de claquer la porte. « Je ne peux pas accepter d'être puni », a-t-il déclaré sur X (ex-Twitter), précisant qu'il attache un « prix particulier à la question de la présence française en Algérie entre 1830 et 1962 ». Ce n'est pas tous les jours qu'un journaliste grand public quitte son poste pour un principe. « Je suis horrifié par ce que j'ai lu dans les livres écrits par des historiens méticuleux », confie-t-il encore. Car oui, il existe en France des chercheurs qui travaillent sur les massacres coloniaux, les enfumades de 1844, les razzias de Bugeaud, les villages rayés de la carte bien avant que les Nazis ne soient une réalité politique. Apathie n'a donc rien inventé. Il a simplement mis en lumière une mémoire que la République préfère tenir à distance.

Le cas Apathie n'est pas un épiphénomène. C'est un symptôme. En France, on commémore Oradour-sur-Glane, mais on refuse d'admettre que l'armée française a fait subir des horreurs similaires à des centaines de villages algériens. On célèbre la victoire de 1945, tout en oubliant qu'au même moment, la France massacrait au moins 45 000 Algériens à Sétif, Guelma et Kherrata. L'Histoire, ici, ne vaut que si elle conforte un récit national bien verrouillé. Jean-Michel Apathie a donc fait ce que peu osent dans le paysage médiatique français, il a nommé ce que d'autres taisent. Il ne s'est pas excusé, il n'a pas fait de volte-face, il est resté fidèle aux faits. Et pour cela, il a été sanctionné. L'histoire retiendra que, sur cette séquence, ce n'est pas lui qui s'est couvert de honte.

A. M.

BENJAMIN STORA :

«Parler de 1968 réveille le souvenir très proche de 1962»

La menace de révision des accords migratoires de 1968 entre la France et l'Algérie intervient dans un contexte diplomatique extrêmement tendu. Alors que les relations entre les deux pays n'ont jamais été aussi fragiles, cette remise en cause réactive, en filigrane, un autre accord fondamental : celui d'Évian, signé en 1962, qui avait posé les bases de la séparation entre les deux États.

Karima Baba Aïssa

Benjamin Stora, historien et spécialiste du Maghreb contemporain, a estimé dans une interview accordée au magazine *Historia*, que toucher aux accords de 1968, c'est, consciemment ou non, rouvrir le dossier d'Évian et, avec lui, le passif colonial qui continue d'empoisonner les relations bilatérales.

Signés le 18 mars 1962 entre la France et le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), les accords d'Évian scellent la fin de la guerre et organisent l'indépendance de l'Algérie. Parmi les points cruciaux figurent le cessez-le-feu, le maintien temporaire des intérêts économiques français et le statut des populations. Les Algériens conservent la possibilité de circuler librement entre les deux pays, tandis que les pieds-noirs bénéficient d'un délai de 3 ans pour choisir entre la nationalité française et algérienne.

Ce cadre, pensé dans l'urgence d'une décolonisation violente, a structuré les relations post-indépendance. Il explique en grande partie la création, en 1968, d'un statut spécifique pour les Algériens en France. « Après les accords d'Évian, une libre circulation existait entre l'Algérie et la France », rappelle Benjamin Stora. « C'était une période où la France avait besoin de main-d'œuvre, et ces travailleurs algériens, issus d'un pays qui avait été français pendant 132 ans, bénéficiaient d'un traitement particulier ».

Mais aujourd'hui, cet héritage est remis en question par le gouvernement français, qui souhaite aligner le statut des Algériens sur celui des autres étrangers. Une décision qui,



Benjamin Stora

pour l'historien, ne peut être dissociée de 1962. « Revenir sur cette signature-là me semble être une remise en cause implicite, inconsciente, de ce que le président de Gaulle avait aussi signé en 1962, c'est-à-dire les accords d'Évian », prévient-il.

Si la question migratoire a toujours été un point de crispation entre Paris et Alger, la volonté de modifier les accords de 1968 intervient à un moment particulièrement délicat. « Le point de paralysie qui existe entre les deux pays actuellement est le plus important depuis l'indépendance de l'Algérie », affirme Stora.

La reconnaissance par la France de la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental, en juillet 2024, a été un tournant. « À partir de là, les autres points de désaccord se sont intensifiés », explique l'historien. « Les Algériens, qui jusque-là

acceptaient plus que d'autres pays le retour des OQTF sur leur sol, ont durci leur position ».

Autre élément de tension : la mémoire. Alors que la guerre d'Algérie reste un sujet brûlant, les débats se cristallisent autour des responsabilités historiques et du traitement des anciens combattants, harkis et pieds-noirs. « Parler de 1968 réveille le souvenir très proche de 1962 », note Stora. « Chaque geste politique qui touche à ces accords renvoie inévitablement à l'histoire coloniale ».

Un passé qui ne passe pas. Cette réactivation du passé ne surprend pas l'historien, qui observe depuis des années une guerre des mémoires entre les deux pays. « De Gaulle pensait pouvoir refermer la "boîte à chagrin". Mais elle n'a jamais été qu'à moitié fermée », souligne-t-il. « Les passions, les douleurs, les ressentiments

ont continué de se transmettre ». Cette transmission mémorielle s'est opérée différemment de chaque côté de la Méditerranée. « Aux silences français a succédé un discours algérien héroïsant, qui ne reflétait pas toujours la complexité de l'histoire », estime Stora. « Aujourd'hui, lorsque ces récits s'affrontent, cela ne diminue pas les tensions, au contraire ».

Alors que la France envisage de redéfinir le cadre migratoire issu de ces accords, la question reste posée, jusqu'où peut-on aller sans rouvrir les plaies du passé ? « Cela crée un espace mixte franco-algérien considérable, qui est, de toute façon, un legs de notre histoire », rappelle l'historien. Un legs qui, aujourd'hui encore, façonne les relations entre les deux pays bien plus qu'aucune décision politique ne saurait le modifier.

K. B. A.

Guerre d'Algérie : les armes chimiques du déshonneur

Aïda Mouni

Pendant des décennies, l'histoire officielle a soigneusement évité le sujet. On a parlé des « événements » d'Algérie, on a minimisé la torture, on a nié les exécutions sommaires. Il aura fallu attendre 2025 pour que l'un des secrets les plus sombres de la guerre d'Algérie éclate au grand jour.

Dans le documentaire *Algérie... Unités d'armes spéciales*, diffusé ce 9 mars sur la télévision suisse et le 16 mars sur France 5, la réalisatrice Claire Pija et l'historien Christophe Lafaye exhument un pan refoulé de l'histoire : entre 1954

et 1959, des milliers d'opérations de gazage ont été menées contre les maquis algériens.

L'historien Christophe Lafaye y révèle comment, dès 1956, l'état-major français a donné son feu vert à l'usage de gaz toxiques, pourtant interdits par le Protocole de Genève de 1925.

Des substances issues des stocks de la Première Guerre mondiale (un cocktail mortel d'arsine et de chloroacétyphénone) ont été utilisées pour asphyxier les maquisards retranchés dans des grottes, mais aussi des civils qui s'y réfugiaient. À Ghar Ben Chattouh, dans les Aurès, 150 personnes ont été exterminées par

gazage le 22 mars 1959. Et ce n'est qu'un cas parmi des milliers. Selon Lafaye, entre 8 000 et 10 000 attaques chimiques ont été menées. Pourtant, la France n'a interdit définitivement ces armes qu'en 1993.

Longtemps occulté, ce crime d'État interroge. Pourquoi ce silence ? Comment une nation qui se voulait la patrie des droits de l'homme a-t-elle justifié de telles pratiques ? Ce documentaire, en brisant l'omerta, ouvre un débat essentiel. L'histoire finit toujours par ressurgir. Mais la question demeure : la France reconnaîtra-t-elle enfin l'ampleur de ses actes en Algérie ?

A. M.

L'HISTORIEN FRANÇAIS CHRISTOPHE LAFAYE LE RÉVÈLE :

La France a utilisé des armes chimiques dans 450 opérations en Algérie

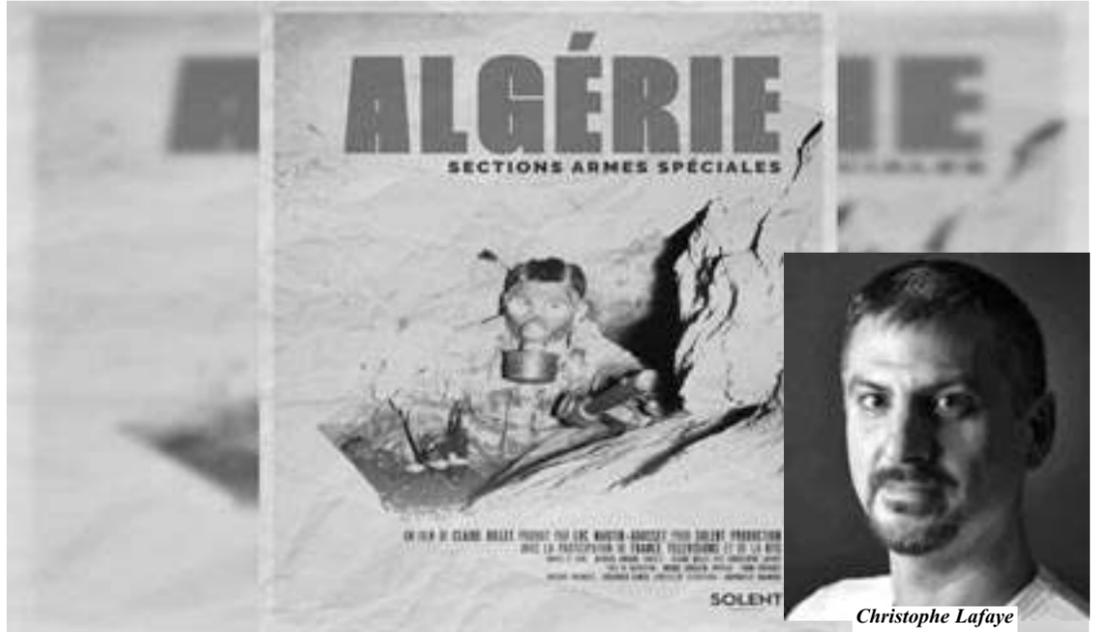
L'historien français Christophe Lafaye a dénoncé le recours de la France aux armes chimiques pendant la Guerre de libération nationale, affirmant avoir réussi à identifier «450 opérations militaires» ayant eu recours à ces armes durant la période 1957-1959.

«**D**ans l'état actuel de ses recherches, Christophe Lafaye a pu identifier 450 opérations militaires ayant eu recours aux armes chimiques en Algérie, principalement concentrées dans les zones montagneuses en Haute-Kabylie et dans les Aurès», souligne le site d'information actu.fr qui l'a interviewé.

MAURICE BOURGÈS-MAUNOURY A SIGNÉ L'AUTORISATION D'UTILISATION DES ARMES CHIMIQUES

Toutefois, si ce chercheur a pu établir l'existence de 450 opérations, «le tableau demande à être complété par l'ouverture d'archives encore aujourd'hui classées», affirme ce site. «Un certain nombre de documents sont accessibles, mais pas les comptes rendus d'opération, les journaux de marche et opérations, soit le journal de bord de l'unité. La consultation de ces documents est pourtant essentielle, car ils permettraient d'évaluer les victimes et, par recoupement, d'identifier des victimes portées disparues. C'est important pour les familles. Et puis, ces documents permettraient de faire une cartographie exhaustive des sites

où ces armes ont été utilisées et des lieux exposés aux retombées», indique Christophe Lafaye au site. Malgré ces contraintes, le travail de Christophe Lafaye retrace de manière assez précise l'histoire de l'utilisation des armes chimiques par l'armée française. «J'ai pu quand même retrouver certaines décisions politiques. C'est le ministre Maurice Bourges-Maunoury donc qui a signé l'autorisation d'utilisation des armes chimiques. La 4e République puis la 5e République ont totalement assumé, ordonné et organisé la conduite d'une guerre chimique» en Algérie, ajoute-t-il. Pour cet historien, «l'un des personnages centraux de cette histoire, c'est le général Charles Ailleret». «C'est un polytechnicien resté dans la postérité comme le père militaire de la bombe atomique française. Mais lors de son passage au commandement des armes spéciales, c'est lui qui va faire la promotion de l'emploi des armes chimiques en Algérie. Il a écrit un livre en 1948 dans lequel il décrit l'utilisation de la science dans la guerre comme étant un élément de supériorité dans la conduite des opérations. Il a une conviction profonde dans les vertus de la science comme arme pour remporter la victoire



Christophe Lafaye

sur le terrain», déplore-t-il. Christophe Lafaye affirme avoir pu, à travers les archives, «confirmer l'utilisation d'un gaz appelé CN2D. C'est un composé de deux gaz : le gaz CN est un dérivé du cyanure et le gaz DM, qui est une arsine, donc un dérivé de l'arsenic, pour faire simple». «Il y a un troisième élément appelé kieselgurh : c'est une terre siliceuse très fine, de l'ordre du micron, et qui va mutualiser l'effet extrêmement irritant des arsines avec la rapidité d'action du CN. C'est la combinaison de ces trois éléments qui crée un gaz mortel», explique Christophe Lafaye. Ces gaz, poursuit-il, «regroupés en une seule munition et dans des

quantités extrêmement importantes, entraînaient assez rapidement la mort des gens qui se trouvaient à l'intérieur des grottes». Selon Christophe Lafaye, docteur en Histoire contemporaine de l'université d'Aix-Marseille et chercheur associé à l'université de Bourgogne, l'armée française décide, dès 1956, de former des équipes spéciales pour l'emploi de ces armes chimiques. «Des groupes formés d'appelés du contingent : on les appelait les sections +Armes spéciales+. La première

unité est créée en Algérie le 1^{er} décembre 1956», note l'historien qui a pu «confirmer l'activité de 119 unités de ce type entre 1957 et 1959 sur le territoire algérien». Au cours de ses recherches, Christophe Lafaye a pu confirmer l'existence d'une opération ayant fait 116 martyrs, selon le site d'information, soutenant même que le recours de l'armée française aux armes chimiques en Algérie «ne tient pas du hasard mais (relève) d'une véritable doctrine militaire».

R. N.

EN PRÉVISION D'UNE SESSION AU CONSEIL DE SÉCURITÉ CONSACRÉE AU SAHARA OCCIDENTAL

De Mistura entame des consultations

L'Envoyé personnel du Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies pour le Sahara occidental, Staffan de Mistura, a engagé des consultations en prévision d'une réunion, à huis clos au Conseil de sécurité, relative à la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO), la mi-avril prochain.

Le représentant du Front Polisario aux Nations unies et coordinateur avec la MINURSO, Sidi Mohamed Omar, a indiqué, dans une déclaration à l'APS, que le Conseil de sécurité "tiendra une session de consultations à huis clos concernant la MINURSO à la mi-avril prochain, en vertu de la résolution 2756 adoptée par le Conseil de sécurité, le 31 octobre 2024, et qui a demandé au Secrétaire général de présenter des rapports au Conseil de sécurité de façon régulière, ou aux moments qu'il considère comme opportuns durant le mandat de la MINURSO ou au cours des six mois suivant la reconduction de son mandat". Lors de cette session, Staffan de Mistura présentera un rapport

sur "la situation et les perspectives du processus de paix" au Sahara occidental, au moment où le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU et chef de la MINURSO, Alexander Ivanko, présentera un rapport sur "le développement de la situation dans la zone couverte par le mandat de la mission de l'ONU". Le diplomate sahraoui précise, par ailleurs, que M. De Mistura a rencontré la secrétaire d'État au niveau du ministère des Affaires étrangères de Slovaquie, membre non permanent du Conseil de sécurité. Il est également attendu qu'il approfondisse ses contacts avec les parties au conflit (le Front Polisario et l'occupant marocain) avant de présenter son rapport au Conseil de sécurité. D'un autre côté, "la prochaine session de consultations au Conseil de sécurité sera une première opportunité pour la nouvelle administration américaine de faire part de sa position par rapport à tous les aspects liés au travail de la mission onusienne au Sahara occidental, les États-Unis étant le porte-plume du mandat de la MINURSO et également membre du groupe

des +amis du Sahara occidental+ au niveau du Conseil de sécurité". Sidi Omar a insisté, dans ce contexte, sur le fait que le plan de paix adopté conjointement par l'ONU et l'Union africaine (UA) en 1991, accepté par les deux parties au conflit et qui a été adopté unanimement par le Conseil de sécurité, reste "la solution la plus pratique et la plus réaliste ayant fait l'objet d'un consensus". Le Front Polisario, dans son communiqué rendu public le 25 février dernier, a réaffirmé la pleine coopération de la partie sahraouie avec l'ONU et l'UA afin de parvenir à une solution équitable et durable, en vertu de la Charte des Nations unies et des principes de l'UA. Le représentant du Front Polisario aux Nations unies a rappelé, enfin, "l'engagement de la partie sahraouie en faveur d'une paix équitable et durable", insistant sur "l'attachement du peuple sahraoui à son droit inaliénable et imprescriptible à l'autodétermination, mais aussi à son droit à la résistance par tous les moyens légaux, incluant la lutte armée, pour obtenir son indépendance".

R. N.

Marbella : une tonne de cocaïne saisie, un réseau de la Mocco Maffia démantelé

Younes B

La police espagnole a porté un coup dur au crime organisé en démantelant un réseau international de trafic de stupéfiants à Marbella, dans le sud du pays. L'opération, menée en collaboration avec la Drug Enforcement Administration (DEA) des États-Unis et avec le soutien d'EUROPOL, a abouti à l'arrestation de 5 individus affiliés à une organisation criminelle proche de la «Mocco Maffia», active à Malaga.

L'intervention a eu lieu sur le parking d'un centre commercial de Marbella, où les forces de l'ordre ont intercepté les trafiquants alors qu'ils transféraient une importante cargaison de drogue. À l'intérieur d'une camionnette, les enquêteurs ont découvert 873 kilos de cocaïne conditionnés en 759 paquets. Outre la drogue, la police a saisi 5.690 euros en espèces, douze téléphones portables, dont certains cryptés, ainsi que trois véhicules de luxe. Cette arrestation s'inscrit dans le cadre d'une enquête de plusieurs mois, lancée en août 2024, après des soupçons sur l'importation de grandes quantités de cocaïne en Espagne

depuis l'Équateur. Les autorités ont identifié le port d'Algésiras, en Andalousie, comme point d'entrée de la marchandise illicite. Grâce à une surveillance renforcée, les enquêteurs ont pu retracer le circuit de distribution et identifier les membres de l'organisation chargés de réceptionner la drogue en Espagne.

Le juge compétent a ordonné le placement en détention provisoire des cinq suspects arrêtés. Par ailleurs, trois mandats d'arrêt internationaux ont été émis contre d'autres membres du réseau, dont l'un des responsables de la logistique opérationnelle de l'organisation.

Ce démantèlement illustre une fois de plus l'ampleur du trafic de drogue vers l'Europe, notamment via le Maroc, souvent cité dans ces affaires. En février dernier, la Garde civile espagnole avait découvert un tunnel clandestin dans la zone industrielle de Tarajal, à Ceuta, utilisé pour faire entrer des stupéfiants en provenance du Maroc. Cette nouvelle opération confirme la complexité et l'ampleur des réseaux criminels impliqués dans le trafic transnational.

Y. B.

Domaine national : plus de 320.000 livrets fonciers délivrés en 2024

Les services de la direction générale du Domaine national ont délivré plus de 320.000 livrets fonciers en 2024, enregistrant ainsi une hausse de plus de 16 % par rapport à l'année précédente, a indiqué son directeur général, Abderrahmane Khiddi. Dans une déclaration à l'APS, M. Khiddi a souligné que l'année 2024 a été marquée par une nette amélioration dans la gestion des demandes des citoyens, notamment en ce qui concerne la préparation et la remise des livrets fonciers. Ainsi, 324.062 livrets fonciers ont été délivrés, soit une progression de 16,57% par rapport à 2023.

Selon lui, ce bilan représente 89,34 % des demandes reçues par les services du Domaine national à travers les différentes wilayas du pays. Il a attribué cette performance à l'adoption de plusieurs applications numériques facilitant le travail des conservations foncières.

Évoquant le processus de numérisation, M. Khiddi a rappelé que la direction générale du Domaine national a lancé un programme ambitieux visant une numérisation complète des services du Domaine de l'État, du cadastre et de la conservation foncière.

L'objectif est d'améliorer la gestion administrative et le service public, tout en optimisant l'exploitation des biens de l'État, afin de favoriser la création de richesse dans le cadre du développement économique du pays.

Dans ce cadre, tous les plans cadastraux nationaux ont été numérisés, ainsi que les documents et archives des conservations foncières. Plus de 27 millions de documents ont ainsi été intégrés dans une base de données couvrant 217 conservations foncières à travers le pays.

Par ailleurs, M. Khiddi a fait état de la mise en place de bases de données exhaustives regroupant des informations sur les propriétaires fonciers, qu'ils soient personnes physiques ou morales, ainsi que des détails sur leurs biens, leur contenu et les droits y afférents.

Grâce à ce processus, plus de 14 millions de propriétés foncières ont été numérisées, a-t-il précisé.

Dans l'optique d'améliorer l'accès aux services pour les citoyens et les professionnels, la direction œuvre à la dématérialisation des procédures en permettant, notamment, le paiement électronique des frais liés aux services fonciers.

A ce titre, M. Khiddi a mis en avant la plateforme numérique «Fada El Djazair», qui offre un accès simplifié aux informations cadastrales et foncières. Ce portail, lancé en mai 2024, propose plus de 6.500 services électroniques et a déjà attiré plus de 1,2 million de visiteurs. De nouveaux services y seront intégrés afin de réduire les déplacements des citoyens vers les bureaux du cadastre et de la conservation foncière. Dans le prolongement de cette transformation numérique, un livret foncier électronique sera introduit en 2025 sous forme d'une carte électronique contenant toutes les informations sur la propriété foncière et son titulaire.

Ce nouveau format vise à accélérer la délivrance des livrets, renforcer la transparence et la sécurité des transactions foncières et assurer un meilleur suivi des transferts de propriété.

ALGÉRIE POSTE

Installation de 167 nouveaux distributeurs automatiques de billets

Dans le cadre du processus d'installation de 600 distributeurs automatiques de billets (DAB), à l'échelle nationale, Algérie Poste annonce que plusieurs wilayas du pays ont été renforcées avec 167 DAB.

Inès B.

«**D**ans le cadre du processus d'installation de 600 distributeurs automatiques de billets (DAB), à travers le pays pour servir les citoyens et faciliter l'accès à nos services financiers, de nombreuses wilayas du pays ont été renforcées avec 167 nouveaux distributeurs automatiques mis en service», indique Algérie Poste sur sa page officielle Facebook,

Algérie Poste précise que ce processus est toujours en cours afin d'atteindre l'objectif des 600 DAB. Les wilayas concernées sont : Alger, Blida, Bouira, Béjaïa, Béchar, Boumerdes, Tlemcen, Tindouf, Tissemsilt, Tizi Ouzou, Tipaza, El Tarf, Chlef, Ain Defla, Ain Temouchent, Ghardaïa, Sétif, Saïda, Sidi Bel Abbes, Constantine, El Meghaïer, El Menia, Mascara, Médéa et Oran. Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a annoncé, en décembre 2024, l'installation de 600 distributeurs automatiques de billets (DAB), à l'échelle nationale à partir de janvier 2025.

Lors d'une plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN) consacrée aux questions orales, le ministre a affirmé que «le réseau postal, y compris les structures fixes et mobiles, sera élargi notamment dans les régions isolées, à travers l'installation, dès janvier 2025, de 600 DAB», ajoutant que «cette opération s'étalera sur trois mois afin de répondre aux besoins des



citoyens et de moderniser les distributeurs sujets aux pannes».

Dans ce cadre, le ministre a indiqué «qu'il sera procédé à la mise en service de plus de 60 bureaux de poste mobiles disponibles, au niveau desquels seront installés de nouveaux distributeurs automatiques».

Par ailleurs, le ministre algérien des Télécommunications ne cesse d'insister sur la nécessité de maintenir en permanence la disponibilité des distributeurs automatiques de billets d'Algérie Poste. Selon lui, il est impératif d'assurer la pleine disponi-

bilité des guichets automatiques de billets et de les approvisionner régulièrement en liquide, afin d'éviter toute pénurie qui pourrait impacter le quotidien des citoyens. Cette directive vise à s'assurer que, dans toutes les régions, les distributeurs soient alimentés fréquemment, permettant ainsi aux Algériens de réaliser leurs opérations financières sans interruption. En parallèle, le ministre a souligné l'importance d'une intervention rapide dès l'apparition de tout dysfonctionnement du côté d'Algérie Poste.

Par ailleurs, la Direction

générale d'Algérie Poste a décidé de relever le seuil maximum de retrait d'argent via la carte Edahabia au niveau des guichets automatiques de billets (GAB) à 50000 DA, au lieu du montant actuellement fixé à 30000 DA. Cette mesure intervient suite à l'amélioration de la disponibilité de la liquidité dans le réseau postal au niveau national.

Enfin, Algérie Poste rappelle à ses clients titulaires de la carte Edahabia que les opérations de retrait sont possibles au niveau de ses GAB ainsi que de ceux des institutions bancaires. **I. B.**

Le navire de croisière CLIO accoste au port d'Alger

L'entreprise portuaire d'Alger (EPAL) annonce que le navire de croisière CLIO a accosté, dimanche, au quai n°10 du port d'Alger, en provenance de Tunisie, transportant 85 touristes de différentes nationalités. «Selon le programme de la visite, les touristes étrangers ont effectué une visite exploratoire au sanctuaire des Martyrs, aux principales rues de la capitale, à l'ancienne casbah et à la région de Tipaza afin de connaître les plus importantes attractions touristiques dont regorge l'Algérie.

Le navire de croisière CLIO est parti le soir même à destination de l'Espagne», indique l'EPAL sur son site officiel Facebook, en ajoutant «Conformément aux traditions du port autonome d'Alger, tous les moyens humains et logistiques ont été mis en œuvre pour les accueillir dans les meilleures conditions».

Par ailleurs, le port d'Alger avait accueilli, le 03 mars dernier, le navire de croisière Viking Saturn. «Le navire de croisière Viking Saturn a accosté au port d'Alger au quai n°9, en provenance de Tunisie,

avec à bord 913 touristes de différentes nationalités. Le même bateau de croisière, Viking Saturn, avait également accosté au quai n°9 du port d'Alger le 10 décembre 2024.

À son bord, 905 touristes de différentes nationalités, selon un communiqué de l'Entreprise du port d'Alger (Epal). «Conformément au programme de visite, les touristes étrangers ont entamé une excursion pour découvrir plusieurs sites emblématiques, dont la Casbah historique, les principales artères de la capitale, le Monument des Martyrs, ainsi que Tipaza. Cette visite leur a permis de s'imprégner des richesses touristiques qu'offre l'Algérie», a précisé la même source.

Notons que la gare maritime d'Alger, récemment améliorée, peut désormais accueillir jusqu'à 5000 passagers par jour ainsi que de nombreux touristes étrangers. Cette capacité d'accueil a été un point crucial dans le développement de l'infrastructure portuaire, permettant de mieux répondre à la demande crois-

sante, notamment en période estivale.

Afin de garantir un service fluide, l'EPAL travaille en étroite collaboration avec d'autres entités comme la police et les douanes algériennes. Ces partenariats ont pour objectif de réduire au maximum les temps d'attente des passagers à leur arrivée en Algérie, tout en assurant que les formalités nécessaires se fassent rapidement et efficacement. L'objectif est de rendre l'arrivée des voyageurs et des touristes étrangers agréable, et de réduire les frustrations liées aux procédures administratives parfois longues et compliquées. Ainsi, les efforts de l'EPAL sont de plus en plus orientés vers l'amélioration continue des services portuaires et la satisfaction des passagers. Ces efforts se traduisent non seulement par des infrastructures adaptées, mais aussi par une volonté de rendre le voyage moins contraignant pour ceux qui choisissent de traverser la Méditerranée à partir d'Alger ou d'accoster, pour les navires étrangers, au niveau du port d'Alger.

I. B.

IMPLANTATION DE L'USINE HYUNDAI EN ALGÉRIE

Renforcement de la coopération avec le groupe omanais Bahwan

Le ministre de l'Industrie, Sifi Gharib, a reçu dimanche soir, au siège du ministère, une délégation du groupe omanais holding Bahwan, accompagnée de représentants de Hyundai Motors. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération économique et du développement de l'industrie automobile en Algérie.

Inès B.

Selon un communiqué du ministère de l'Industrie, la rencontre a porté sur les moyens de coopération entre les deux parties dans le but de parvenir à la fabrication locale de véhicules en Algérie.

Au cours de la rencontre, il a été convenu d'élaborer une feuille de route commune qui contribuera à développer le secteur conformément aux aspirations du citoyen algérien. L'importance de cette coopération dans le renforcement de l'industrie automobile locale a été soulignée, dans le cadre des directives gouvernementales visant à soutenir le secteur de l'industrie mécanique et à encourager l'investissement dans ce domaine vital.

Notons que Hyundai International a officiellement choisi l'Algérie pour l'implantation de sa principale usine de production dans la région. Ce projet ambitieux, piloté par le groupe SAUD BAHWAN, constitue l'un des investissements industriels les plus significatifs jamais réalisés en Algérie, avec une valeur estimée à 400 millions de dollars, Hyundai International a officiellement choisi l'Algérie pour l'implantation de sa principale usine de production dans la région. Ce projet ambitieux, piloté par le groupe omanais holding Bahwan, constitue l'un des investissements industriels les plus significatifs en Algérie, avec une valeur estimée à 400 mil-



lions de dollars. L'usine est destinée à produire une gamme variée de modèles Hyundai, notamment des véhicules utilitaires et des voitures de tourisme.

L'usine, dont la localisation reste à confirmer, devrait permettre de créer des milliers d'emplois directs et indirects, tout en stimulant la croissance de la chaîne de valeur locale dans les domaines de la fabrication, de la distribution et des services automobiles. Ce projet d'usine Hyundai s'inscrit dans une logique plus large d'ouverture du marché algérien vers

l'exportation. Les modèles fabriqués en Algérie seront destinés au marché local, mais également vers d'autres pays de l'Afrique et au-delà.

Pour rappel, les responsables de la marque automobile Hyundai ont effectué un déplacement en juillet 2024 en Algérie pour faire part de leur disposition à la mise en place d'une usine, conformément aux normes internationales, pour le lancement de la production de 3 modèles de véhicules touristiques et 2 types de véhicules utilitaires. D'autres projets dans le secteur sont également annon-

cés pour cette année, comme l'usine de fabrication de véhicules de la marque chinoise Jetour qui devra être réalisée dans la wilaya de Bordj Bou-Arreridj. En effet, et selon les dernières informations, sa première voiture sortira des lignes de production en décembre 2025. Le constructeur chinois Baic prépare, de son côté, le retour à la production dans son usine de Batna. Avec ces projets ainsi que d'autres qui sont déjà réalisés, l'Algérie semble donc déterminée à relancer sa production automobile.

I.B.

L'UNEP organise une rencontre sur le partenariat public-privé

L'Union nationale des entrepreneurs publics (UNEP), a annoncé, hier, l'organisation vendredi prochain à Alger d'une rencontre sous le thème "le rôle de l'entreprise dans l'émergence de l'économie algérienne". Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de "l'axe global de réflexion de l'organisation et sera l'occasion de traiter du partenariat public privé", précise la même source. "Nos débats et réflexions pourraient constituer une contribution et un enrichissement au projet de texte législatif " relatif à ce partenariat", indique l'UNEP dans son communiqué. Il s'agit, selon l'UNEP, d'une rencontre d'études et de débats, dont les contributions pratiques, nées de l'expérience des participants, pourraient constituer des bases de recommandations que l'organisation adressera aux pouvoirs publics. En marge de cette rencontre, il sera aussi question d'échanger collectivement autour des actions et activités réalisées depuis la dernière réunion de l'UNEP et des perspectives de l'organisation. L'UNEP est une association syndicale dont les missions se focalisent autour de la promotion des entreprises du secteur public marchand. Elle est régie par la loi 90-14 qui consacre le droit syndical et est gérée par des organes d'administration et de gestion que sont l'assemblée générale, le conseil national et le bureau. Un règlement intérieur, élaboré par le conseil national, vient en appui pour préciser le fonctionnement de l'union ainsi que de ses organes. Le rôle assigné à l'UNEP est d'encourager les entreprises du secteur public à réaliser de meilleures performances, à avoir une productivité économique nationale durable et à se préparer à investir les marchés internationaux. La réalisation de cette mission est possible à travers des actions multiples comme la concertation entre les gestionnaires publics et tous les acteurs de la vie économique ; la promotion de l'outil national de production ; la création d'un cadre d'échanges et de dialogue permanent entre les gestionnaires et les pouvoirs publics ; l'accompagnement des entreprises dans leurs démarches pour l'obtention des normes internationales ; écouter leurs préoccupations et les soumettre aux pouvoirs publics qui trouveront les solutions nécessaires et adéquates.

I.B.

MINISTÈRE DU COMMERCE

Lancement de la campagne de sensibilisation sur le gaspillage alimentaire



Le ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national a lancé, hier, une campagne nationale de sensibilisation contre le gaspillage alimentaire sous le slogan « Ne gaspillez pas... Préservez nos ressources ». Selon un communiqué du ministère, cette initiative vise à promouvoir une consommation responsable pendant le mois sacré, période traditionnellement marquée par une hausse significative de la consommation alimentaire. Cette campagne a été lancée en coor-

dination avec divers secteurs et organismes concernés, dans le but de diffuser la culture de rationalisation et de sensibilisation à l'importance d'une consommation responsable, selon le communiqué. L'initiative, qui s'inscrit dans le cadre des efforts nationaux visant à promouvoir une consommation rationnelle et à lutter contre le gaspillage, selon le communiqué, « vise à sensibiliser les citoyens à la nécessité de préserver les ressources alimentaires, ce qui se reflétera positivement sur

l'économie nationale et renforcera les valeurs de solidarité ». Le programme comprend des campagnes médiatiques et des actions de sensibilisation sur le terrain, menées en collaboration avec les commerçants, les producteurs et les associations de protection des consommateurs. Des règles strictes ont été mises en place pour lutter contre les abus alimentaires pendant le mois sacré.

Cette initiative vise non seulement à préserver les ressources alimentaires, mais également à renforcer l'économie nationale et à promouvoir la solidarité sociale. En parallèle, une campagne de solidarité est lancée pour soutenir les personnes dans le besoin pendant le Ramadan. Notons que plusieurs organismes et même les universités ont lancé des campagnes similaires pour sensibiliser les consommateurs contre le gaspillage des produits alimentaires. Entre autres exemples, on peut citer l'initiative de l'école supérieure en sciences et technologies de l'informatique et du numérique ESTIN de Béjaia. Les 5 et 6 mars 2025, l'ESTIN a organisé une campagne de sensibilisation sur le gaspillage alimentaire, rassemblant de nombreux étudiants devant le bloc TD. Cet événe-

ment a créé un espace d'échange et de réflexion sur l'impact de nos habitudes alimentaires, particulièrement en période de Ramadan. Au cours de ces deux jours, des statistiques frappantes sur le gaspillage alimentaire ont été présentées, suscitant des discussions animées parmi les participants. Les étudiants ont également eu l'occasion de découvrir des astuces pratiques pour mieux gérer leurs repas et éviter le gaspillage. Des conseils sur l'alimentation saine ont été partagés, soulignant l'importance d'une nutrition équilibrée tout en respectant les traditions culinaires du Ramadan. Les échanges ont permis aux étudiants de partager leurs expériences et d'apporter des idées novatrices pour réduire le gaspillage. "Cette campagne a non seulement sensibilisé les étudiants, mais a également renforcé leur engagement envers des pratiques alimentaires durables. Nous remercions tous les participants pour leur enthousiasme et leur volonté de faire une différence. Ensemble, continuons à promouvoir un Ramadan plus responsable et respectueux de notre environnement", indique l'ESTIN sur son site web.

I.B.

MOSQUÉE MUSTAPHA-BENTOUHAMI DE MASCARA

Un édifice religieux chargé d'histoire

La mosquée Mustapha-Bentouhami de Mascara édifée en 1747 par le bey de l'Ouest, Hadj Othman Ben Ibrahim, est l'une des plus anciennes mosquées de la wilaya. A l'occasion du mois sacré de ramadhan, la mosquée accueille plusieurs activités religieuses.

La mosquée Mustapha-Bentouhami, située au cœur de la ville de Mascara, est un édifice religieux chargé d'histoire. Edifiée par le bey de l'Ouest, Hadj Othman Ben Ibrahim, en 1747, elle est l'une des plus anciennes mosquées de la wilaya de Mascara, en particulier à l'époque moderne. Elle a bénéficié d'une attention particulière de la part des beys du beylicat de l'Ouest tout au long de la période ottomane, selon la direction de la Culture et des Arts. Le bey Mohamed Ben Othmane El-Kebir a procédé à la rénovation et à l'extension de la mosquée, en y apportant l'eau et en construisant cinq bassins pour les ablutions, tout en remplaçant son minbar. Ce monument historique et religieux a également connu une extension du côté sud de sa façade principale (l'entrée actuelle de la mosquée) en 1973, et dont l'inauguration a été effectuée par le défunt président Houari Boumediène. Après cette extension, la mosquée a pris une forme rectangulaire, alors que son plan initial était carré. Les arcs sont disposés à la fois horizontalement et verticalement sur l'édifice, lequel est soutenu par 56 colonnes cylindriques doubles, portant des arcs brisés disposés de manière à la fois verticale et horizontale, selon la même source. La mosquée comprend un mihrab hexagonal encadré par deux colonnes cylindriques, ainsi que deux niches et un minaret de forme carrée à caractère maghrébin. La même direction a indiqué que ce monument religieux historique a été inscrit sur la liste du patrimoine matériel national. Afin de préserver et de restaurer ce site, la direction de la Culture et des Arts de la wilaya de Mascara a, récemment, adressé une demande au ministère de tutelle pour un financement destiné à réaliser des opéra-



tions de restauration et d'aménagement, en respectant les normes et conditions qui préservent le caractère historique de cet édifice religieux, selon la même source.

UNE ACTIVITÉ RELIGIEUSE ET INTELLECTUELLE ININTERROMPUE

Également appelé depuis la période ottomane la "grande mosquée", ce lieu de culte est considéré comme l'un des plus importants de la wilaya, en raison des nombreuses activités religieuses et intellectuelles qui y sont organisées tout au long de l'année, a souligné à l'APS le directeur des Affaires Religieuses et des Wakfs, Ali Zenadra. Des veillées coraniques et des colloques y sont régulièrement organisés, animés par des imams des mosquées de la wilaya et des cheikhs des zaouïas de la région, en plus de cours religieux quotidiens traitant de divers sujets liés à

la prédication, l'orientation religieuse et à la prévention des différents fléaux sociaux. De son côté, le chercheur et érudit de la région de Mascara et spécialiste de l'architecture islamique de la wilaya, l'imam et professeur Salah-Eddine Bennaoum, a indiqué que, malgré les restrictions imposées par le colonisateur français sur les activités religieuses et intellectuelles de la mosquée Mustapha-Bentouhami, celle-ci est restée résiliente et a continué à remplir sa mission religieuse et civilisationnelle.

Il a indiqué que cette mosquée est associée au nom du Cheikh Mustapha Bentouhami de Mascara, qui fut un compagnon de l'Emir Abdelkader dans sa lutte contre l'armée coloniale française, durant la période de 1832 à 1847. M. Bennaoum a encouragé les chercheurs des universités du pays à accorder un intérêt scientifique à l'apport reli-

gieux et civilisationnel de ce monument.

A l'occasion du mois sacré de ramadhan, la mosquée Mustapha-Bentouhami accueille plusieurs activités religieuses, dont des cours quotidiens sur les vertus du jeûne et la mise en lumière des événements importants ayant marqué ce mois sacré, tels que les batailles de Badr et d'Ouhoud, en plus de la lecture collective du Saint Coran, avant la prière de Tarawih, selon le directeur des affaires religieuses et des wakfs. Durant ce mois de jeûne, des concours de mémorisation et de récitation du Coran, ainsi que de "tafsir" de ses versets et de la mémorisation des hadiths du Prophète (QSSSL), sont également organisés, avec la participation des élèves des écoles d'enseignement coranique de la ville de Mascara, ainsi que des jeunes récitant du saint Coran.

BORDJ BOU ARRERIDJ

UN POSTE DE TRANSFORMATION MOBILE POUR RENFORCER L'ALIMENTATION ÉLECTRIQUE

Une opération de montage des installations d'un poste de transformation mobile d'une capacité de 20 méga-voltampères a été lancée "dernièrement" dans la commune El Ach (Sud de Bordj Bou Arreridj) en vue de renforcer l'alimentation électrique dans quatre communes et plusieurs localités voisines, apprend-on dimanche auprès de la direction locale de distribution de l'électricité et du gaz. Selon la chargée de communication de la direction, Narimène Lounakel, ce poste de transformation mobile dont le montage des installations mené dans le cadre du programme d'investissement de la direction pour 2025 a été lancé dans la commune d'El Ach comprendra quatre départs de 30 kilovolts de puissance. A terme, ce poste sécurisera et améliorera l'alimentation en énergie électrique dans les quatre communes du Sud de la wilaya, El Ach, Rabta, El Hamadia et Ksour (habitations et

projets d'investissement agricole et industriel), a indiqué la même source. Le poste permettra également d'atténuer la pression sur les transformateurs électriques actuellement opérationnels dans cette région surtout avec l'augmentation de la demande sur cette énergie, notamment durant la période estivale, selon la même source. Le taux de couverture de la wilaya de Bordj Bou Arreridj par le réseau d'électricité atteint actuellement 98,7 % et celui de couverture par le réseau de gaz 98 %, a indiqué la même source qui a estimé que les projets en cours dans plusieurs localités enclavées devront augmenter davantage ces taux. Les services de la direction œuvrent à étendre les réseaux d'électricité et de gaz aux localités les plus reculées de la wilaya pour améliorer les conditions de vie des citoyens et contribuer au développement local, a ajouté la même source.

PLUSIEURS PROJETS DE DÉVELOPPEMENT LANCÉS À BOUIRA

Une série de projets de développement relevant de plusieurs secteurs, dont un chantier de réalisation de 256 logements sociaux, ainsi que des travaux d'aménagement d'importants axes routiers, a été lancée dimanche à Bouira par les autorités locales de la wilaya. C'est lors d'une visite dans la localité périphérique d'Ouled Bellil, située à la sortie sud de la ville de Bouira, que le wali Abdelkrim Laâmourî a donné le coup d'envoi du premier projet, qui est la réalisation de 256 unités de logement de la formule du logement social.

Sur le site du chantier, M. Laâmourî a donné de fermes instructions aux entreprises en charge du projet pour qu'elles respectent les délais de livraison, ainsi que la qualité et les normes de réalisation de ces



logements qui seront construits sur une superficie de plus de 12.000 M2, et pour un montant

global de plus de 876 millions de dinars, selon la fiche technique du projet. Au cours de la

visite, le wali Abdelkrim Laâmourî a lancé les travaux d'aménagement du chemin de wilaya N 6 reliant la commune d'Ath Laâziz à celle de Taghzout sur une distance de 7 km.

"Le montant alloué à ces travaux est de l'ordre de 82 millions de dinars, pour un délai de quatre mois au lieu de six mois initialement prévus", a expliqué à l'APS le directeur des travaux publics (DTP), Nouredine Gasmî. Un autre projet concernant l'aménagement urbain du grand boulevard longeant l'ex-route nationale N° 18, et allant de la cité Herkat jusqu'à la nouvelle gare routière, a été également lancé lors de cette visite pour une enveloppe de 50 millions de dinars, selon les détails fournis par la directrice de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction

(DUAC), Mme Fatma-Zohra Haddadi. "Ce projet porte l'aménagement de ce boulevard, avec la réhabilitation de la chaussée, des trottoirs, ainsi que, de l'éclairage public, dans un délai ne devant pas dépasser les 4 mois", a précisé Mme Haddadi à l'APS. Le secteur de l'Education nationale, lui aussi, a bénéficié de nouveaux projets notamment la réalisation d'un groupe scolaire au lieu-dit Ouled Boutoula, dont un délai de 6 mois a été imparti à l'entreprise réalisatrice pour parachever les travaux. Toujours dans le secteur de l'éducation, quatre classes d'extension réalisées au niveau de l'école primaire Hedjabi Brahim, et quatre autres à l'école primaire Morsli Nadir de la ville de Bouira, ont été inaugurées par le wali.

IL Y A CINQ ANS
**L'OMS qualifiait
 le Covid-19
 de « pandémie »
 et provoquait un
 électrochoc salubre**

« Nous avons donc estimé que le Covid-19 peut être qualifié de pandémie ». Il y a cinq ans ce 11 mars, le patron de l'Organisation mondiale de la santé a lâché la phrase qui a fait prendre conscience au monde entier de la gravité de la situation. Pourtant, dès le 30 janvier, l'OMS avait déclaré son plus haut niveau d'alerte face au nouveau coronavirus détecté en Chine à la mi-décembre 2019: l'urgence de santé publique de portée internationale ou USPPI. Une formule désincarnée qui n'évoquait rien dans l'imaginaire humain. Pressé de questions par les journalistes, Tedros Adhanom Ghebreyesus avait aussi évoqué « la menace de la pandémie » le 9 mars, mais l'électrochoc n'est venu que deux jours plus tard. Mercredi 11 mars, la presse arrivée en nombre est serrée autour de tables en U dans une petite salle dans les entrailles de l'imposant siège de l'OMS sur les hauteurs de Genève. En face des journalistes, M. Tedros, à sa droite Mike Ryan, chargé des urgences à l'OMS, et à la gauche du directeur général, Maria Van Kerkhove. En charge du dossier Covid-19, cette scientifique inconnue du grand public en viendra à incarner la lutte contre la pandémie. Le chef de l'OMS tire deux stylos de sa veste, ajuste ses lunettes et lit son propos liminaire. « Nous sommes profondément préoccupés tant par les niveaux alarmants de propagation et de gravité que par les niveaux alarmants d'inaction » dans le monde, dit-il et lâche : « Nous avons donc estimé que le Covid-19 peut être qualifié de pandémie ». A ce moment là, moins de 4.300 personnes étaient mortes dans le monde selon les chiffres officiels. Cinq ans plus tard, elles seront des millions, mais à la mi-mars, les confinements, les hôpitaux engorgés, l'effondrement de l'économie mondiale restent à venir. John Zarocostas, un journaliste qui couvre tout ce que Genève compte d'agences et d'ONG internationales depuis plus de 30 ans se souvient pour l'AFP. « Le mot 'pandémie' a changé la donne ». « J'ai eu l'impression qu'ils devaient le faire » parce qu'ils n'obtenaient pas la réaction attendue des États membres depuis le déclenchement de l'USPPI. Pour ce vieux routier des relations internationales, « cela a modifié la dynamique en termes de réaction des gouvernements nationaux – ils se sont tous mis en marche ». Un retard à l'allumage qui a frustré à l'OMS. En mars 2022, Mike Ryan s'est insurgé : « Le monde était obsédé par le mot pandémie », alors que l'avertissement de janvier était bien plus important à ses yeux.

NOUVEAU BOUTON D'ALARME

Une catastrophe similaire pourrait-elle se reproduire ? Pour l'OMS, la prochaine pandémie n'est qu'une question de temps. En décembre 2021, les États membres de l'organisation, conscients des graves managements face au Covid-19, ont commencé à travailler sur un accord international et contraignant sur la prévention et la préparation aux pandémies, afin de tenter d'éviter de reproduire les mêmes erreurs. Les négociations sont difficiles et une dernière session de négociations est encore prévue du 7 au 11 avril, pour finaliser le projet à temps pour l'assemblée annuelle de l'OMS en mai. En attendant, les pays membres ont réussi à dépoussiérer le règlement sanitaire international. Et à partir de septembre cette année, le chef de l'OMS pourra déclarer une « urgence pandémique ». Au cours des cinq années écoulées depuis mars 2020, l'OMS a déclaré une USPPI à deux reprises, toutes deux pour des épidémies de mpox. Et le chef de l'OMS avertit régulièrement les pays de ne pas répéter le cycle de négligence suivi de panique qui a caractérisé la pandémie de Covid-19.

SEMAINE MONDIALE DU GLAUCOME

Détecter les signes de la maladie pour prévenir la cécité

Connaître les signes précurseurs est la première étape pour déceler le glaucome. Les douleurs, la vision floue et la perte de la vision périphérique sont des signaux d'alerte.

La semaine mondiale du glaucome qui se déroule du 7 au 13 mars vise à sensibiliser le public à la maladie et à ses dangers mais aussi encourager les gens à faire un suivi régulier de leur santé visuelle. Le glaucome est une maladie de l'œil associée à la destruction progressive du nerf optique, le plus souvent causée par une pression trop importante à l'intérieur de l'œil. Cette maladie qui représente la deuxième cause mondiale de cécité après la cataracte touche environ 80 millions de personnes dans le monde, selon les estimations de l'Organisation mondiale de la santé. Ce chiffre pourrait dépasser les 110 millions d'ici 2040 en raison du vieillissement de la population. Il s'agit d'une maladie insidieuse, car elle est sans symptôme jusqu'à un stade avancé c'est pourquoi beaucoup de personnes ne sont pas diagnostiqués à temps. Seuls un suivi régulier chez l'ophtalmologiste, une prise en charge précoce et la mise en place d'un traitement adapté permettent d'éviter d'importantes pertes du champ visuel menant, à terme, à la cécité, préviennent les experts.

Selon les professionnels de santé, « 50% des patients atteints de glaucome l'ignorent en raison de l'absence de symptômes. Le porteur n'en suspecte pas l'existence, qui se développe sans douleur ou tout autre signe. Son diagnostic est souvent posé à l'occasion d'autres motifs (myopies, presbytie...) ». À un stade plus avancé, des symptômes peuvent être révélateurs de la maladie. Beaucoup de personnes peuvent être atteintes d'un glaucome sans le savoir. Certains facteurs comme l'âge, l'hérédité ou la myopie favorisent son apparition. Un diagnostic précoce permet pourtant



d'endiguer cette maladie oculaire, et de maintenir une bonne vision sur la durée.

IDENTIFIER LES SIGNES AVANT-COUREURS POUR PROTÉGER LA VISION

On le sait, le glaucome est une maladie oculaire souvent silencieuse qui peut entraîner la cécité si elle n'est pas détectée à temps. C'est pourquoi, il est primordial de connaître les signes avant-coureurs.

Le glaucome se manifeste souvent par des symptômes subtils, surtout au début. Les premiers signes peuvent passer inaperçus. Par exemple, une légère diminution de la vision latérale peut se produire. Il est important de vérifier si on a du mal à voir les objets situés sur les côtés de notre champ de vision.

De même, des douleurs oculaires qui peuvent varier d'une gêne légère à une douleur intense peuvent se mani-

festes. En cas de pression dans les yeux, il est nécessaire de consulter un professionnel de la santé car cela pourrait être un signe de glaucome.

Un autre symptôme qui n'est pas négligeable, la vision floue.

Certaines personnes signalent une vision trouble de près ou de loin. En cas de détérioration de l'acuité visuelle, il faut agir car le glaucome peut progresser rapidement. En détectant ces signes, il est possible de réduire le risque de complications.

Dans ce cadre, le dépistage précoce revêt une importance capitale, c'est la meilleure prévention contre le glaucome. Ainsi, en cas d'antécédents familiaux de cette maladie ou d'autres facteurs de risque, il est recommandé d'effectuer des contrôles réguliers. Un examen par un ophtalmologiste peut faire la

différence. Ce spécialiste peut détecter une pression intraoculaire élevée, souvent synonyme de glaucome.

En cas de changements dans la vision, il est important de consulter car le glaucome représente un danger pour la santé visuelle. Connaître les signes précurseurs est la première étape pour le déceler. Soyez attentif à votre vision et à vos sensations. Les douleurs, la vision floue et la perte de la vision périphérique sont des signaux d'alerte. La prévention est donc la meilleure des solutions pour éviter cette maladie qui est l'une des principales causes de cécité irréversible. Elle passe essentiellement par un suivi régulier chez le médecin ophtalmologue dès 40 ans, tous les deux ans, puis annuel après 60 ans. À partir de la quarantaine, il est également important de contrôler la pression intraoculaire.

A.B.

CACAHUËTES

Des atouts nutritionnels et des bienfaits pour la santé

Si on pense souvent qu'elle fait partie de la famille des fruits secs oléagineux, la cacahuète appartient en réalité à la famille des légumineuses. C'est une graine provenant de la gousse de l'arachide, qui est une plante qui vient des zones tropicales. Toutes les légumineuses comme les fruits secs sont considérés comme des alliés santé, par leur apport en bonnes graisses et en protéines.

Les cacahuètes font partie des aliments les plus complets au niveau nutritionnel. Elles participent activement aux apports journaliers (AJR) en certains nutriments primordiaux pour la santé de l'organisme. Elles sont, entre autres, riches en vitamines : les vitamines (E et de l'acide folique) qu'elles contiennent sont nécessaires au système nerveux et dans le

cadre d'une grossesse, participent à prévenir les malformations congénitales des fœtus ;

minéraux : le potassium, le magnésium, le zinc, mais aussi le sélénium qu'elles renferment sont essentiels pour maintenir l'organisme en bonne santé (réguler la tension artérielle, soutenir les fonctions nerveuses et musculaires ou encore assurer le bon fonctionnement du système immunitaire...). Elles ont aussi une teneur en fibres est réputée pour leur capacité à prévenir ou à soulager les troubles digestifs ;

protéines : « Par leur teneur en protéines, les cacahuètes peuvent aider à maintenir une masse musculaire et sont un excellent en-cas par leur effet rassasiant.

De même, les cacahuètes sont faibles en

glucides (14,8 g / 100 g), contrairement à leur teneur élevée en fibres, protéines et graisses saines. Grâce à ses composants, la cacahuète permet un meilleur fonctionnement du système nerveux, réduit le taux de mauvais cholestérol et permet de diminuer le risque d'apparition de plusieurs maladies cardiovasculaires.

Malgré leur teneur intéressante en nutriments, les cacahuètes restent des aliments riches en calories (comptez 632 kcal / 100 g) soit 189,6 kcal pour une poignée de 30 g de cacahuètes (source 2). Ce qui en fait donc un aliment riche à consommer de manière occasionnelle et modérée. À noter que la cacahuète ne contient pas de gluten. C'est pourquoi elle peut tout à fait être intégrée à un régime alimentaire sans gluten.

EN ARABIE SAOUDITE

L'Ukraine se prépare à des discussions cruciales avec les Etats-Unis

Ces discussions, prévues à Jeddah, doivent servir à «définir un cadre pour un accord de paix et un cessez-le-feu initial» entre la Russie et l'Ukraine, avait indiqué l'émissaire américain pour le Moyen-Orient, Steve Witkoff.

La réunion de ce mardi devrait être la première entre responsables ukrainiens et américains depuis la visite désastreuse de Volodymyr Zelensky à la Maison Blanche fin février, qui avait donné lieu à une spectaculaire joute verbale. Washington a depuis suspendu son aide militaire et son partage de renseignements, et Kiev tente de recoller les morceaux avec le président Donald Trump. Ces discussions, très attendues et prévues ce mardi à Jeddah, doivent servir à «définir un cadre pour un accord de paix et un cessez-le-feu initial» entre la Russie et l'Ukraine, avait indiqué l'émissaire américain pour le Moyen-Orient, Steve Witkoff, qui sera présent. L'Ukraine est restée plus vague. «Nous espérons discuter et se mettre d'accord sur les décisions et étapes nécessaires», a dit Volodymyr Zelensky, sans préciser sur quel sujet. Kiev est favorable à un «dialogue constructif» mais veut que ses intérêts soient «pris en compte», avait insisté le président ukrainien, se disant persuadé que la réunion serait «productive».

«Se rapprocher de la paix»

Volodymyr Zelensky a affirmé dimanche soir espérer «des résultats à la fois pour se rapprocher de la paix et poursuivre le soutien», semblant faire référence à l'aide



américaine suspendue. Les relations entre Washington et Kiev se sont profondément transformées en l'espace de quelques semaines, avec le retour à la Maison Blanche de Donald Trump en janvier. Cela se produit à l'heure où Kiev est à la peine sur le front. Durant le week-end, la Russie a revendiqué d'importantes avancées dans sa région de Koursk et même une poussée dans la région ukrainienne de Soumy, une première depuis 2022. Donald Trump a multiplié les piques contre Volodymyr Zelensky, accusé d'être un «dictateur», de n'être pas assez reconnaissant ou de n'être

pas prêt à la «paix». La tension a culminé lors d'une altercation fin février à la Maison Blanche, où le président ukrainien devait signer un accord sur l'exploitation des minerais de son pays par les Etats-Unis. Le ton s'est depuis quelque peu apaisé, Volodymyr Zelensky jugeant l'incident «regrettable» et Donald Trump estimant que son homologue ukrainien était prêt à négocier, menaçant même Moscou de nouvelles sanctions. «Nous allons faire beaucoup de progrès. Dès cette semaine je pense», a assuré dimanche soir Donald Trump à des journalistes bord de l'avion présidentiel Air Force One. L'accord sur l'exploitation minière, dont Donald Trump compte tirer des revenus pour rembourser l'aide américaine fournie à Kiev, n'a toujours pas été conclu. Interrogé sur la possibilité qu'il soit signé en Arabie saoudite, M. Witkoff avait assuré que M. Zelensky avait «proposé de le signer, et nous verrons s'il le fait». Autre point d'achoppement, le récent rapprochement entre Washington et Moscou, en rupture avec la politique occidentale d'isolement du président russe Vladimir Poutine. Le voyage en Arabie saoudite de Volodymyr Zelensky devait initialement avoir lieu en février, mais il l'avait reporté après avoir dénoncé la tenue de pourparlers russo-américains.

AUSTRALIE

Plus de 200.000 foyers toujours privés d'électricité après la tempête Alfred

Les fournisseurs d'électricité s'efforcent de rétablir le courant dans plus de 200.000 foyers et entreprises dans l'est de l'Australie, après le passage de la tempête Alfred qui a frappé le pays samedi.

Environ 210.000 foyers et entreprises étaient toujours plongés dimanche dans le noir dans le Queensland, et 10.000 autres en Nouvelle-Galles du Sud.

La veille, les chiffres s'élevaient respectivement à 310.000 et 16.000 foyers dans les deux Etats. La tempête Alfred a provoqué de fortes précipitations dans cette région, faisant gonfler les rivières sur les 400 kilomètres de littoral du Queensland

et de la Nouvelle-Galles du Sud, et déclenchant de nombreuses alertes aux inondations. Les services d'urgence ont secouru 17 personnes des crues dans le Queensland dans la nuit de dimanche à lundi, a déclaré le Premier ministre de l'Etat, David Crisafulli. Il a également recommandé à la population de «rester branchée en raison de la perspective d'inondations plus intenses au cours de la journée». Essential Energy, qui gère la distribution électrique pour une grande partie de la Nouvelle-Galles du Sud et plusieurs localités du Queensland, a indiqué que des interventions étaient en cours dans toute

la zone impactée par la tempête, avec «d'importants travaux pour enlever les arbres des lignes électriques, remettre les poteaux électriques en place, remplacer les équipements électriques et remettre les lignes électriques en place».

«Les conditions météorologiques sont encore quelque peu imprévisibles. Nous nous attendons à une augmentation des précipitations au cours des prochaines 24 heures», a déclaré Chris Minns, le Premier ministre de la Nouvelle-Galles du Sud, lors d'une conférence de presse. Néanmoins, tous les avis d'évacuation de l'Etat, sauf un, ont été levés, a-t-il ajouté.

INONDATIONS MEURTRIÈRES EN ARGENTINE

Le président Milei décrète trois jours de deuil national

Le président argentin, Javier Milei, a décrété trois jours de deuil national après des inondations meurtrières qui ont frappées le pays, a annoncé dimanche son bureau. «Tous les domaines du gouverne-

ment national continueront à se consacrer (...) à l'assistance aux sinistrés en ce moment douloureux pour tous les Argentins», a écrit la présidence dans un communiqué. Au moins 16 personnes sont

mortes et plusieurs dizaines sont portées disparues dans la ville portuaire de Bahia Blanca, en raison d'inondations aussi violentes que soudaines provoquées par une tempête vendredi, ont annon-

cé dimanche les autorités. Les inondations ont causé pour environ 370 millions d'euros de dégâts, a indiqué, de son côté, le maire de la ville, Federico Susbielles. Les autorités locales ont également reçu

plus de 100 signalements de personnes disparues à la suite de la tempête qui s'est abattue sur cette ville, qui abrite l'un des principaux ports d'Argentine, à 600 km au sud de Buenos Aires.

GABON

Quatre candidatures retenues pour la présidentielle du 12 avril prochain

Le ministre gabonais de l'Intérieur et de la Sécurité, Hermann Immongault, a annoncé dimanche que 4 candidats dont le président de la Transition, Brice Clotaire Oligui Nguema, ont été retenus après l'examen des 23 dossiers de candidature à l'élection présidentielle du 12 avril prochain. Outre le président de la Transition, les trois autres candidats jugés aptes à participer au prochain scrutin présidentiel sont l'ancien Premier ministre, Alain Claude Bilie-By-Nze, le médecin Stéphane Germain Iloko, et le financier Joseph Lapensée Essingone.

19 postulants ont été recalés. Parmi eux le syndicaliste Jean Remy Yama, et l'ancien vice-président de la République, Pierre Claver Maganga Moussavou, qui est âgé de 72 ans, alors que le code électoral fixe l'âge de candidats entre 35 et 70 ans.

Selon l'article 179 du Code Electoral du pays, «toute personne dont la candidature a été rejetée peut contester la décision devant la Cour Constitutionnelle dans un délai de soixante-douze heures, à compter de la publication de la liste des candidats retenus».

SOUDAN

Sept morts dans des tirs sur la ville d'El-Obeid

Des tirs d'artillerie attribués aux Forces de soutien rapide (FSR) ont visé, dimanche, la ville d'El-Obeid, dans le sud du Soudan, faisant sept morts et 23 blessés parmi les civils, a-t-on indiqué de source médicale. L'attaque contre cette ville clé de l'Etat du Kordofan-Nord a été imputée aux Forces de soutien rapide, en guerre contre l'armée depuis avril 2023, a déclaré une source de l'hôpital principal de la ville, citée par des médias. Un intense bombardement a été mené par les FSR sur la ville dimanche, l'un des obus ayant touché un

bus transportant des passagers, selon les médias, ajoutant que les tirs se poursuivent sans interruption depuis trois jours, en provenance du nord et de l'ouest de la ville. Le mois dernier, l'armée avait brisé un siège de près de deux ans sur El-Obeid, située à un carrefour stratégique reliant la capitale Khartoum à la vaste région occidentale du Darfour. Les FSR contrôlent la majeure partie du Darfour, tandis que l'armée tient le nord et l'est du pays et a récemment repris de vastes portions de Khartoum et du centre du Soudan.

ALLEMAGNE

Jour de grève dans les principaux aéroports

Des grèves ont débuté dans les principaux aéroports allemands dimanche à minuit. Les fonctionnaires publics, l'équipage au sol et le personnel de sécurité sont invités à débrayer pendant 24 heures lundi par le syndicat Verdi. Le mécontentement porte sur deux conflits salariaux. La grève devrait paralyser le transport aérien dans tout le pays, avec plus de 3400 vols annulés, et 510.000 passagers touchés. Aucun passager ne peut embarquer dans le principal hub aérien de Francfort et les escales y sont aussi compromises. Les grèves ont aussi lieu dans les aéroports de Munich, Stuttgart, Cologne, Düsseldorf, Dortmund, Hanovre, Brême, Hambourg, Berlin et Leipzig. La grève du secteur public devrait aussi être doublée de celle des employés de la sécurité aérienne. D'autres grèves dans des infrastructures opérées par le gouvernement fédéral et les autorités locales auront aussi lieu dans la semaine, a annoncé un porte-parole de Verdi.

CANADA

Le parti au pouvoir élit Mark Carney comme nouveau chef et futur Premier ministre

Le parti au pouvoir au Canada a élu dimanche Mark Carney comme nouveau chef et futur Premier ministre du pays en remplacement de Justin Trudeau. Cet ancien banquier central de 59 ans, a obtenu 85,9% du vote des militants, a annoncé Sachit Mehra, le président du Parti libéral, loin devant l'ancienne ministre des Finances Chrystia Freeland qui a recueilli 8% des voix. Il était donné largement favori depuis la démission début janvier de Justin Trudeau en plein chaos politique. Mark Carney est appelé à devenir Premier ministre dans les jours qui viennent après une passation de pouvoir, une fois le gouvernement formé.

LE VICE-CHAMPION DU CHAN 2023 ENTRERA EN LICE

Les Verts affronteront la Gambie en mai

La sélection nationale A, qui renferme les joueurs évoluant dans le championnat local, et qui seront certainement renforcés par des éléments jouant dans les pays arabes, s'apprête à faire son entrée sur scène pour disputer le dernier tour qualificatif au CHAN 2025.

Marouane A.

En effet, la sélection nationale, vice-championne au CHAN 2023 disputée en Algérie et remportée par le Sénégal, connaît maintenant son adversaire et qui n'est autre que la Gambie, et qui avait validé son billet pour ce dernier tour après une victoire aux tirs au but face au Gabon (5-3) à l'issue d'une double confrontation qui s'est soldée par deux matchs nuls (0-0). Les Verts se rendront, d'abord, à Banjul, le 3 mai prochain pour y affronter les Scorpions lors du match aller. Une semaine plus tard, le 10 mai, ils accueilleront leurs adversaires en Algérie pour la manche retour. Il s'agit d'un adversaire à ne pas sous-estimer du tout, sachant que les Scorpions évoluent avec discipline et solidité défensive. Les poulains de Madjid Boughera, de retour aux affaires de cette sélection, après

une première expérience réussie en 2023, doivent être sur leurs gardes pour éviter de vendanger leurs chances de qualification à cet important tournoi qui aura lieu du 2 au 30 août au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda. Il s'agira de bien négocier le match aller, pour prendre option pour la qualification avant la deuxième manche.

ALLER LOIN DANS CE TOURNOI

L'EN qui n'était pas partante pour cette compétition, en raison de son timing initial qui n'arrangeait pas les affaires de l'Algérie, en raison du timing qui était inadapté. Il était dans un premier temps prévu en février, et cela n'arrangeait pas notre championnat qui sera, ainsi, perturbé surtout au cas où on ferait appel aux joueurs des principaux clubs algériens qui jouent les premiers rôles en Ligue 1 Mobilis. Il était clair dans la tête des dirigeants de la FAF,

qu'il valait mieux éviter de prendre part à ce tournoi. Toutefois, le changement de la date de sa programmation par la CAF qui a décidé de le ramener au mois d'août, a tout changé, et là le président de la FAF avait pris attache avec Boughera pour l'emmenner à reprendre en main la sélection, lui qui connaît bien la maison, après avoir réussi à emmener l'EN A' en finale du CHAN 2023 en plus d'avoir réussi à décrocher le titre arabe. L'objectif sera, cette fois-ci aussi, d'aller le plus loin possible dans cette compétition et pourquoi pas tenter de la remporter, même si cela ne sera pas facile devant la concurrence qu'ils trouveront surtout du tenant du titre, le Sénégal qui voudra garder le trophée. Boughera comptera, encore une fois, sur les joueurs du MCA, l'USMA, le CRB, la JSK, et le CSC, soit les clubs dominateurs de la L1.

M. A.



MC ALGER

La suspension d'Abdellaoui révisée

La commission de recours de la Fédération algérienne de football (FAF), a revu à la baisse la sanction infligée au défenseur et capitaine du MC Alger, Ayoub Abdellaoui, de 6 à 4 matchs de suspension ferme, a annoncé le club pensionnaire de Ligue 1 Mobilis de football, dimanche dans un communiqué. "La commission de recours de la FAF a réduit à 4 matchs, la suspension infligée au capitaine Ayoub Abdellaoui, après avoir été décidée à 6 matchs initialement, et cela suite au recours introduit par la direction du club", a indiqué le club algérois. Abdellaoui a écopé auparavant de six matchs de suspension ferme en plus de 50.000 DA d'amende pour "propos injurieux portant atteinte à la dignité et à l'honneur d'un officiel de match", lors du

seizième de finale de la Coupe d'Algérie perdu face au CR Belouizdad (0-1), disputé le 16 février dernier, au stade 5-Juillet (Alger). Après avoir été auditionné devant la commission de discipline, le joueur a reconnu avoir tenu des propos injurieux. Abdellaoui s'en est pris verbalement à l'arbitre assistant de manière véhémente alors que son équipe perdait (1-0) à la 90e minute du match face au Chabab. "Abdellaoui purgera son quatrième et dernier match, lors de la réception de l'USM Khenchela", dimanche prochain au stade du 5-Juillet, pour le compte de la 20e journée du championnat. Au terme de la 19e journée, le MCA occupe confortablement le fauteuil de leader avec 40 points, à sept longueurs de son dauphin, le CR Belouizdad.

FRANCE

Gouiri primé par l'UNFP

L'attaquant international algérien de l'Olympique Marseille, Amine Gouiri a remporté le trophée du meilleur joueur du mois de février en Ligue 1 française de football, un prix décerné par l'Union nationale des footballeurs professionnels (UNFP), rapportent les médias locaux, dimanche. Gouiri (25 ans) a devancé les deux joueurs du Paris SG : l'attaquant français Ousmane Dembélé (tenant du titre) et le défenseur marocain Achraf Hakimi. Arrivé du côté de la Cannebière durant le mercato d'hiver en provenance du Stade Rennais, le joueur algérien a fait forte impression pour ses débuts: il a inscrit un doublé lors du large succès des Olympiens face à Saint-Etienne (5-1), le 15 février dernier. Il a également délivré trois passes décisives, une contre l'Olympique Lyonnais (3-2), le 2 février et deux face à Angers (2-0), le week-end suivant. La formation mar-

seillaise reste sur une défaite concédée samedi soir à domicile face au RC Lens (0-1), pour le compte de la 25e journée. Titularisé, Gouiri a joué l'intégralité de la rencontre, alors que l'autre international algérien de l'OM, Ismaël Bennacer, arrivé également cet hiver en provenance de l'AC Milan (Serie A italienne), a cédé sa place à la 71e minute. Pour rappel, Gouiri a terminé à la troisième place au classement des buteurs des qualifications de la Coupe d'Afrique des Nations CAN-2025, en compagnie du Zambien Musonda et de l'Égyptien Trezeguet, avec 4 buts chacun. Il avait signé ses grands débuts avec l'équipe nationale le 12 octobre 2023, lors du match amical disputé face au Cap Vert (5-1), au stade Chahid-Hamlaoui de Constantine. Une blessure l'avait empêché de prendre part à la dernière CAN-2023 (reportée à 2024) en Côte d'Ivoire.

22E ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ACNOA

Berraf : «Un nouveau mandat pour relever de nouveaux défis»

Le président sortant de l'Association des Comités Nationaux Olympiques d'Afrique (ACNOA), l'Algérien, Mustapha Berraf, s'apprête à briguer un nouveau mandat avec l'objectif de "relever de nouveaux défis et positionner davantage l'Afrique sur la carte du sport international". A l'occasion de la 22e Assemblée générale ordinaire, prévue les 14 et 15 mars au Centre International des Conférences (CIC) Abdelatif Rahal (Alger), le président sortant, membre du

Comité International Olympique (CIO) et président de la Fondation Olympafrica, se présente à sa propre succession à la tête de l'instance africaine, témoignant d'un soutien unanime des 54 Comités Nationaux olympiques (CNO). "L'ACNOA a connu des avancées notables en matière de bonne gouvernance, d'infrastructures sportives et d'accompagnement des athlètes. Nous avons également œuvré pour une meilleure représentativité des femmes

dans les instances sportives africaines et internationales, conformément aux principes du CIO", a déclaré Berraf lors d'une conférence de presse animée dimanche soir à Alger. Le président sortant de l'ACNOA est revenu sur les projets majeurs réalisés durant son mandat, "visant à restructurer le sport africain et à offrir aux athlètes les meilleures conditions de préparation".

Parmi ces réalisations, le conférencier a cité la construction et l'équipement de sièges pour les CNO africains (comités nationaux olympiques), une initiative majeure ayant permis à plusieurs CNO de bénéficier d'infrastructures modernes pour assurer un meilleur encadrement des sportifs. Le renforcement des programmes de bourses pour les athlètes en préparation des grandes compétitions internationales, notamment les Jeux Olympiques de Paris 2024 et les prochains Jeux Olympiques de Los Angeles 2028, figurent parmi les acquis de l'ACNOA lors du précédent mandat. "Ces réalisations concrétisées de concert avec l'ensemble des membres

du Comité exécutif, ont fait de l'ACNOA un modèle de gouvernance et un acteur clé du développement du sport africain", a estimé M. Berraf. Mustapha Berraf entend entamer ce nouveau mandat avec la promesse de porter encore plus haut les ambitions du sport africain sur la scène internationale. "Ce mandat renouvelé sera l'occasion d'approfondir ces acquis et de relever de nouveaux défis pour positionner encore davantage l'Afrique sur la carte du sport international", a dit M. Berraf. Le président sortant de l'ACNOA a abordé également la célébration des "Africans Olympics Awards 2025", prévue au Cercle National de l'Armée de Béni Messous (Alger) dans la soirée du 15 mars 2025, un événement prestigieux qui récompensera les meilleurs athlètes africains, techniciens et personnalités ayant marqué le Sport et l'Olympisme Africain. Ces élections, qui se dérouleront en marge de l'Assemblée générale de l'ACNOA, définiront les nouvelles orientations stratégiques de l'organisation pour les quatre prochaines années.

JUDO

Le Championnat National de Kata le 15 mars

Le Championnat National de Judo, spécialité Kata, se déroulera le samedi 15 mars, au Dojo des Frères Soukane à Fouka, dans la wilaya de Tipasa, a-t-on appris auprès des organisateurs. "Le dernier délai pour confirmer les engagements dans cette compétition a été fixé au mercredi 12 mars, à 20h00", a détaillé dans un communiqué la Fédéra-

tion algérienne de la discipline (FAJ). Cette compétition était initialement prévue la mi-janvier dernier, au Dojo des Frères Soukane à Fouka, soit en même temps que le Championnat National Individuel (seniors), qui devait se dérouler du 16 au 18 janvier à la Coupole du Complexe Olympique Mohamed-Boudiaf (Alger).

ESPAGNE

Le Real menace le Barça à nouveau

Le Real Madrid n'a pas manqué l'occasion de rejoindre le Barça en tête de la Liga en s'imposant dimanche soir à domicile (2-1) contre le Rayo Vallecano, à l'inverse de l'Atlético, battu sur le même score à Getafe. Après le report du match de Barcelone, prévu samedi, en raison du décès du médecin du club, le Real recolle aux Catalans avec 57 points mais reste 2e à la différence de buts, largement favorable au Barça (+31 contre +46). Cette victoire, conjuguée à la défaite de l'Atlético (56 pts), permet au club de Carlo Ancelotti de doubler son voisin madrilène, qu'il a battu à domicile mardi (2-1) et chez qui il se déplacera mercredi pour tenter de valider sa qualification pour les quarts de finale de Ligue des champions.

A domicile, le Real Madrid, sans Rüdiger, malade, ni Courtois, souffrant des genoux, a assuré l'essentiel face au 7e de Liga, autre club madrilène, grâce à des buts de ses attaquants Kylian Mbappé et Vinicius Jr (2-1). Trouvé côté gauche par Vinicius, Mbappé a éliminé le défenseur français Florian Lejeune dans la surface avant d'armer une frappe croisée (1-0, 30e) pour inscrire son 18e but de la saison en championnat. Le Brésilien y est aussi allé de son but quatre minutes plus tard, en prenant Batalla à contre-pied après s'être amusé avec le



défenseur Ratiu et tiré entre ses jambes (2-0, 34e). Le Rayo Vallecano a réduit l'écart juste avant la pause sur une très belle frappe de Pedro Diaz, validée après intervention de la VAR.

Le ballon a heurté le poteau, rebondi au sol avant de ressortir, mais il avait bien franchi la ligne (2-1, 45e+2). Mais le Real remporte trois points importants dans la course au titre, de quoi arriver en pleine confiance au Metropolitan pour affronter des Colchoneiros battus deux fois cette semaine.

L'ATLÉTICO LAISSE FILER DES POINTS PRÉCIEUX

Un peu plus tôt, à Getafe, en

banlieue de Madrid, après avoir perdu Clément Lenglet sur blessure à l'échauffement puis Rodrigo De Paul, lui aussi blessé, pour toute la seconde période, les joueurs de Diego Simeone, mis en difficulté tout le match par le 11e de Liga, ont en effet craqué en toute fin de rencontre.

L'Atlético avait pourtant fini par trouver l'ouverture par Alexander Sorloth, qui a converti le penalty obtenu pour une main d'Omar Aldeirete après visionnage de la VAR (1-0, 75e). Mais, après l'expulsion d'Angel Correa (88e), les coéquipiers d'Antoine Griezmann - peu en vue et remplacé à la 69e -, ont encaissé un doublé de Mauro

Arambarri. Le milieu de Getafe a d'abord bien suivi devant Llorente sur un coup de pied arrêté (1-1, 88e) avant de mettre le bout du pied sur une frappe aux 30 m de Diego Rico (2-1, 90e+2), laissant l'Atlético sur une mauvaise impression avant la réception du Real.

"Après notre but, on savait qu'ils allaient pousser... avec l'expulsion, en infériorité numérique, le match nous a échappé, a regretté le milieu Pablo Barrios auprès du diffuseur DAZN. On était patients parce qu'on savait qu'un but finirait par arriver et ça a été le cas, mais on a reculé et avec le carton rouge, on n'a pas su garder le contrôle."

ENTRAÎNÉ PAR PIPPO INZAGHI

Le fils de Buffon signe avec Pise

Une concentration de noms de légende bien anormale pour la Serie B. A 17 ans, Louis Thomas Buffon, fils du gardien de légende Gianluigi Buffon, a signé ses débuts chez les professionnels dimanche soir avec Pise (deuxième au classement) contre La Spezia (troisième) lors du choc de la 29e journée de Serie B.

Un petit moment d'émotion pour les spectateurs alors que le jeune Buffon a pu faire ses premiers pas chez les pros grâce à un ami proche de son père, une autre légende italienne: Pippo Inzaghi, coach de Pise. Les hommes d'Inzaghi se sont finalement inclinés (3-2), malgré la rentrée tardive (84e minute) du jeune attaquant Buffon. S'il n'a pas pu signer une moindre frappe dans cette fin de rencontre (un tacle et un duel aérien remportés tout de même), la rentrée en jeu du jeune Louis Thomas Buffon est la preuve d'une ascension en pleine maîtrise, quelques semaines, après sa dernière convocation avec l'équipe des moins de 18 ans de la République tchèque.

En plus du passeport italien, le fils Buffon possède la nationalité tchèque de par sa mère, Alena Seredova, ex épouse de Gianluigi. Mais les espoirs de le voir un jour avec le maillot de la Squadra Azzurra persistent pour le jeune attaquant qui n'a jamais connu que le football italien.

ITALIE

Naples revient à un point de l'Inter

Naples est revenu à un point de l'Inter Milan en disposant de la Fiorentina (2-1) dimanche soir lors de la 28e journée du Championnat d'Italie qui a peut-être vu la Juventus Turin perdre ses derniers espoirs de sacre avec sa déroute à domicile face à l'Atalanta (4-0).

Après un mois et demi de doutes, le Napoli a renoué avec la victoire grâce à Romelu Lukaku (27e) et Giacomo Raspadori (60e) sur une passe décisive de l'international belge, omniprésent. Les tifosi napolitains ont tremblé quand la "Viola" a réduit l'écart grâce à Albert Gudmundsson (67e), mais l'équipe

d'Antonio Conte a conservé son avantage. Cette victoire, la première depuis le 25 janvier, met fin à une période compliquée pour Naples qui a abandonné la première place de la Serie A à l'Inter en empochant seulement quatre points lors des cinq précédentes journées. Avec 60 points, le Napoli reste sur les talons de l'Inter (61 pts), difficile vainqueur (3-2) samedi de la lanterne rouge Monza qui a mené 2 à 0 à San Siro.

LE TRIO DE TÊTE EN TROIS POINTS

A dix journées du terme de la saison, la course pour le titre reste indécise avec

l'Inter, Naples et l'Atalanta (3e, 58 pts) se tenant en trois points. La "Dea" a réussi un festival offensif sur le terrain de la Juventus grâce notamment au meilleur buteur du championnat, Mateo Retegui, avec sa 22e réalisation de la saison, et à Ademola Lookman (77). La Juve, meilleure défense de Serie A et qui restait sur cinq victoires, a concédé sa deuxième défaite de la saison qui la relègue à neuf points (4e, 52 pts) de l'Inter. Alors que son équipe a été éliminée coup sur coup de la Ligue des champions et de la Coupe d'Italie, la fin de saison risque d'être longue et houleuse

pour Thiago Motta, conspué comme ses joueurs au coup de sifflet final.

"C'est clairement une défaite qui nous fait mal, qui nous rend tristes, mais au moins on ne nous parlera plus de cette course au +scudetto+ dans laquelle vous, la presse, vous nous aviez mis", a-t-il ajouté. L'AS Rome poursuit de son côté son spectaculaire redressement: elle est septième, son meilleur classement de la saison, après avoir enchaîné à Empoli (1-0), grâce à un but inscrit après 22 secondes, une cinquième victoire de suite, un douzième match consécutif sans défaite.

ANGLETERRE

Arsenal piégé par Manchester United

Alors que Manchester United traverse la pire saison que le club ait connue ces dernières années (14e du championnat anglais et déjà éliminés de la FA Cup), les Red Devils avaient à cœur de préparer au mieux la réception de la Real Sociedad, prévue jeudi 13 mars en 8e de finale de l'Europa League. Du côté des Gunners, il était question de conforter la deuxième place, tant la première de Liverpool paraît inatteignable. Elle l'est encore plus après ce résultat nul (1-1) obtenu ce dimanche 9 mars. Quels que soient les enjeux, un Arsenal-Manchester United n'est jamais un match anodin. Comme tous les matchs qui opposent des équipes du Big Six, il est question d'honneur et de prestige. Et ce match au stade d'Old Trafford n'a pas déçu. Si la première période a été marquée par une domination d'Arsenal et leur mainmise sur le ballon, les hommes d'Arteta n'ont pas réussi à se créer d'occasion franche. Un éclair de

génie de Bruno Fernandes sur coup franc (45+2e) est venu assommer les Gunners avant le retour aux vestiaires. Comme l'a expérimenté le Paris Saint-Germain cette semaine, le Portugais a froidement rappelé que dominer ne sert à rien si les filets adverses ne finissent pas par trembler à un moment ou à un autre.

MANQUE DE SOLUTIONS OFFENSIVES POUR ARSENAL

Leurs attaquant stars Bukayo Saka et Gabriel Jésus blessés, les Londoniens ont dû trouver un autre moyen de se montrer incisif. Pourtant, un peu plus tôt dans la semaine, Arsenal s'était largement imposé en Ligue des champions contre le PSV Eindhoven (7-1), montrant qu'il avait d'autres armes à faire valoir. Après une seconde mi-temps plus disputée, Declan Rice est venu recoller au score (74e) sur une frappe en dehors de la surface de réparation, alors que les Red Devils se



montraient de plus en plus dangereux. Dans une fin de match animée, le portier d'Arsenal David Raya a évité le pire à de

nombreuses reprises pour son équipe. Son arrêt à la 93e a privé Bruno Fernandes d'un doublé. Une dernière fulgurance du gardien espagnol dans un match de haut niveau. Éliminés de la FA Cup il y a quelques jours par Fulham (1-1, 4 à 3 aux tirs aux buts), les Mancuniens se devaient de ne pas sombrer une nouvelle fois devant leur public avant la réception de la Real Sociedad, jeudi en 8e de finale retour de Ligue Europa. Les Red Devils avaient réussi à aller chercher le nul à Saint-Sébastien (1-1), les plaçant dans une situation favorable pour le match retour. Car être éliminé aussi tôt de Ligue Europa serait catastrophique pour le club, tant la direction se fait attaquer de tous les côtés par ses supporters après les derniers résultats. Avant le match contre Arsenal, près de 5 000 personnes ont défilé aux abords d'Old Trafford pour protester contre la gestion des dirigeants de Manchester United.

CÉLÉBRATION DU 8 MARS

Aida Oulmou enflamme le TNA

Samedi soir, à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, la salle Mustapha-Kateb du Théâtre national algérien Mahieddine-Bachtarzi (TNA) s'est transformée en un véritable carrefour des sonorités du monde. Aux commandes de cette traversée musicale, Aida Oulmou, chanteuse et leader du groupe Garage Band, a offert au public un concert incandescent, où les styles se sont mêlés avec une fluidité remarquable.

Samy Terki

Dès les premières notes, l'artiste originaire de Béjaïa a imposé sa signature vocale et scénique. Issue d'une formation en musique andalouse au conservatoire de sa ville natale, elle a su, depuis la fondation de Garage Band en 2010, se forger une identité musicale hybride, où les genres s'imbriquent sans cloisonnements. «La musique est un langage universel qui ne reconnaît pas les frontières», affirme-t-elle, et son concert en fut l'illustration parfaite. Accompagnée d'un batteur, d'un bassiste, d'un guitariste électrique et d'un saxophoniste, Aida Oulmou a déroulé une setlist ambitieuse, alternant entre les époques et les influences. Elle a ainsi repris avec brio Killing Me Softly with His Song des Fugees, I Feel Good de James Brown, La Bohème et Emmenez-moi de Charles Aznavour, mais aussi Ya Zina Diri Latay du légendaire Raina Rai. Le public a également été transporté par des interprétations de titres de Kool and the Gang, Cheb Khaled et Cheikh El Hasnaoui, composant une mosaïque sonore où le jazz, le blues, le rock, le rhythm and blues, le funk, le reggae, la soul, la pop et le hip-hop côtoyaient le raï et la chanson kabyle. Loin de se limiter à un simple enchaînement de reprises, la performance de la chanteuse s'est distinguée par une réappropriation audacieuse des morceaux. Portée par une présence scénique magnétique, elle a su imprégner chaque titre de son énergie et de sa sensibilité, transformant des classiques intemporels en expériences renouvelées. La complicité avec ses musiciens a été palpable, le saxophone venant parfois répondre à la chaleur de sa voix, la guitare électrique injectant une intensité rock aux sonorités plus feutrées. Face à un public réceptif, oscillant entre ferveur et nostalgie, Aida Oulmou a pris un moment pour adresser un message fort. «Je salue la femme algérienne, aussi guerrière soit-



elle, et toutes les femmes du monde, à l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes», a-t-elle déclaré sous les applaudissements. Le concert s'est achevé sur une ovation, témoignant de l'enthousiasme d'un auditoire conquis. À travers cette prestation, Aida

Oulmou a démontré qu'elle s'inscrit dans la lignée des artistes capables d'unir les genres et les générations, puisant dans la richesse musicale du passé pour en proposer une lecture résolument contemporaine.

S. T.

LOIN DU CONSUMÉRISME

Le design italien s'expose à Alger

Jusqu'au 27 mars, le Palais de la culture Moufdi-Zakaria accueille une exposition inédite de design italien, The New Poetic Activism - Le design italien à la recherche des objets inévitables. Initiée en collaboration avec le ministère de la Culture et des Arts et l'Institut culturel italien d'Alger, cette manifestation est conçue par l'ADI Design Museum de Milan, sous la direction du designer et architecte Mario Trimarchi. Le vernissage s'est tenu en présence de Son Excellence l'ambassadeur d'Italie en Algérie, Alberto Cutillo, qui a souligné l'importance de cet événement dans le renforcement des liens culturels entre les deux pays.

«Cette exposition est l'aboutissement d'un voyage dans le design, amorcé l'an dernier à travers la 9^e édition de la Journée du design italien. Elle invite à repenser notre quotidien, à interroger le rapport entre les objets et le bien-être, tout en incarnant l'essence du made in Italy», a-t-il déclaré.

Loin d'une célébration du consumérisme, l'exposition réunit les œuvres de 17 designers italiens qui explorent de nouvelles formes d'expression, privilégiant la fonction et la résonance poétique sur l'esthétique commerciale. «Nous avons

cherché à discerner si une forme pouvait contenir de la poésie», explique Mario Trimarchi. «Les œuvres exposées sont des choses à part entière, non de simples produits. Certaines se laissent appréhender immédiatement, d'autres imposent une réflexion plus profonde».

Parmi les créateurs présents, on retrouve des figures incontournables du design contemporain comme Lorenzo Damiani, Francesco Binfaré, Francesco Faccin, Marta Laudani, Giovanni Levanti, Michele De Lucchi, Maddalena Casadei, Frederica Biasi et Raffaella Mangiarotti. Chacun propose une vision singulière du design, mettant en lumière des objets qui ne se contentent pas d'occuper l'espace, mais qui dialoguent avec lui et avec ceux qui l'habitent.

Frederica Biasi, à travers son œuvre Arté, revisite la symbolique du tapis, élément central du mode de vie nomade. «Je cherche cet objet inévitable qui définit un espace que nous pourrions appeler maison. Un point de repère à partir duquel le vide peut se dilater et laisser place à la plénitude de la pensée», confie-t-elle.

De son côté, Maddalena Casadei propose Blanchetto, une série d'objets du quotidien qu'elle décrit comme des «compa-

gnons de voyage». «Ce ne sont pas de simples témoins passifs, mais des entités qui accumulent des expériences en traversant frontières et époques. J'ai voulu leur donner une place centrale, comme s'ils étaient au cœur d'un banquet somptueux».

L'approche de Francesco Binfaré s'inscrit quant à elle dans une réflexion politique et symbolique. Sa grande table Africa Farfalla vola évoque une assemblée imaginaire où les chefs d'État africains se réuniraient pour discuter de l'avenir du continent. «Un jour, j'ai découpé une carte de l'Afrique sur un papier et je l'ai pliée en deux. J'y ai vu un immense papillon nocturne, une forme audacieuse, porteuse d'un monde à réinventer», raconte-t-il.

Loin des expositions traditionnelles de design où trônent voitures et vélos futuristes, The New Poetic Activism s'attache à la pensée et à la recherche plus qu'à l'innovation technologique brute. «Le design ne se limite pas à façonner des objets. Il propose des solutions aux défis de notre quotidien et ouvre la voie à de nouvelles manières d'habiter le monde», souligne le directeur du musée Art and Design de Milan.

R.C.

Er-Rahba, le cœur battant du Ramadhan à Batna

À Batna, malgré l'essor des grandes surfaces et des commerces modernes, un lieu reste indétrônable lorsqu'il s'agit des emplettes du Ramadhan, le marché d'Er-Rahba. Chaque année, à l'approche du mois sacré, cette place séculaire se métamorphose en une véritable fourmilière où Batnéens et visiteurs des wilayas voisines convergent pour s'approvisionner en épices, en plantes aromatiques, en dattes et en ingrédients essentiels aux traditions culinaires du F'tour. Situé en plein cœur de la ville, à deux pas du théâtre régional inauguré en 1899, Er-Rahba ne date pas d'hier. Fondé en 1841, ce marché est l'un des plus anciens du pays. Il aligne 46 petites échoppes, serrées le long d'une allée étroite où il faut souvent jouer des coudes pour se frayer un chemin. L'odeur entêtante du cumin, du carvi et du clou de girofle y flotte en permanence, mêlée aux effluves du frik (blé vert torréfié et concassé), du gruau et des huiles traditionnelles. Mais ce qui fait l'âme d'Er-Rahba, c'est surtout son authenticité, une atmosphère que les centres commerciaux flambant neufs ne pourront jamais égaler.

Ici, on ne vend pas des épices à la légère. Amar Sersar et Lamine Lebaâl, figures incontournables du marché, le rappellent avec fierté : «Ce n'est pas un métier que le premier venu peut exercer. Il faut connaître les bonnes associations, savoir marier les saveurs pour donner du relief aux plats». Une science transmise de père en fils, qui confère à chaque stand une identité bien marquée.

Si Er-Rahba séduit autant, c'est aussi parce qu'il est un repère culturel et historique. Il résiste au temps, aux tendances et aux modes, même si de jeunes vendeurs comme Fayçal Abdelaziz introduisent de nouveaux produits pour satisfaire une clientèle friande d'expériences culinaires venues d'ailleurs. «Les femmes regardent beaucoup de programmes de cuisine étrangers, elles veulent innover. Mais elles restent attachées aux épices de grand-mère et aux produits traditionnels», observe-t-il en désignant les étals de couscous, Aïch (berkoukès), Matloue et Kesra soigneusement exposés.

Toute l'année, Er-Rahba connaît une belle affluence, mais c'est à partir de la dernière semaine de Chaâbane que la ruée commence véritablement. Durant le mois sacré, le marché devient un passage obligé pour qui veut retrouver les saveurs du Ramadhan d'antan. Batnéens, habitants des wilayas voisines, voire touristes étrangers attirés par l'exotisme des senteurs, s'y pressent avec une même ferveur.

Malgré son allure vieillotte et ses allées étroites, Er-Rahba résiste aux enseignes modernes, aux boutiques clinquantes du centre-ville. Car ici, ce n'est pas seulement une question d'achat, c'est un rituel, un héritage, un voyage sensoriel qui, au fil des générations, continue de donner au Ramadhan toute sa saveur.

R.C.

16



- Alger 29°
- Ouargla 30°
- Oran 29°
- Constantine 30°

FADJR 05:40	DOHR 12:59	ASR 16:16	MAGHREB 18:46	ISHA 20:09
----------------	---------------	--------------	------------------	---------------

LA POLICE SAISIT PRÈS DE 30 KGS DE CANNABIS À TLEMCEM

Les services de police de Tlemcen ont saisi 29 kg et 500 g de cannabis et arrêté un individu, a indiqué, lundi, un communiqué de la Sûreté de wilaya. L'opération, réalisée par les éléments de la brigade mobile de la police judiciaire de Beni

Boussaid, a été lancée sur la base d'informations faisant état d'une activité suspecte liée au transport d'une quantité importante de drogue le long de la bande frontalière, partant du village "El Achache" en direction de la ville de Maghnia, précise la même source. L'ex-

ploitation de ces informations a permis l'arrestation d'un individu et la saisie de deux véhicules, dans lesquels a été trouvée la quantité mentionnée de cannabis, selon le communiqué. L'individu arrêté a été présenté devant les instances judiciaires compétentes, a-t-on indiqué.

UN COMMERÇANT CONDAMNÉ À 7 ANS DE PRISON FERME POUR SPÉCULATION ILLICITE SUR LE CAFÉ

Un commerçant accusé de spéculation illicite sur le café a été condamné à sept (7) ans de prison ferme assortis d'une amende de deux millions de dinars, indique lundi un communiqué du procureur de la République près le tribunal de Djelfa. "Conformément aux dispositions de l'article 11, alinéa 3, du Code de procédure pénale, le procureur de la République près le tribunal de Djelfa informe l'opinion publique que, dans le cadre de la poursuite de la lutte contre le phénomène de spéculation illicite sur les produits alimentaires de large consommation, suite à des informations faisant état de vente à prix élevé du café par un commerçant, et après perquisition, une quantité importante de ce produit stockée aux fins de créer une pénurie sur le marché, a été découverte", précise le communiqué, soulignant que "le commerçant, répondant aux initiales (A.M.), a été arrêté". "Déféré le 2 mars 2025 devant le parquet, le mis en cause a fait l'objet de comparution immédiate devant le tribunal correctionnel pour spéculation illicite sur le café", ajoute la même source. "En date du 9 mars 2025, le tribunal a condamné le mis en cause à sept (7) ans de prison ferme, assortis d'une amende de deux (2) millions de dinars, et a ordonné son placement sous mandat de dépôt", conclut le communiqué.

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // MARDI 11 MARS 2025 // N°1029 // PRIX 20 DA

ACCIDENT AYANT COUTÉ LA VIE À DEUX ÉLÈVES À TIARET

Le conducteur du camion placé en détention provisoire

La cour de justice de la wilaya de Tiaret a placé en détention provisoire le conducteur du camion qui avait provoqué l'accident de la route mortel jeudi dernier au niveau de la route reliant Aïn Kermes et Frenda dans la wilaya de Tiaret. Un accident qui a coûté la vie à deux élèves et fait 33 blessés à des degrés divers.

Dans un communiqué rendu public, hier, le parquet de Tiaret a annoncé que le responsable du drame routier, qui avait impliqué une collision entre un bus de transport scolaire et un camion de transport public, a été déféré, hier, devant le tribunal correctionnel, selon la procédure de comparution immédiate au tribunal de Frenda. Ce dernier est poursuivi pour plusieurs chefs

d'inculpation. Il s'agit principalement des délits « d'homicide involontaire au moyen d'un véhicule appartenant à la catégorie des poids lourds, de blessures involontaires, de circulation à gauche et de dépassement de la vitesse légale autorisée », précise la même source qui fait savoir que son procès est prévu pour le 19 mars en cours.

M. K



SAISIE DE PRÈS DE HUIT QUINTAUX DE VIANDE IMPROPRE À LA CONSOMMATION À CHLEF

Une quantité de près de huit (8) qx de viande rouge impropre à la consommation a été saisie par les services de la sûreté de wilaya de Chlef, en coordination avec les services locaux du commerce, avec l'engagement de procédures judiciaires à l'encontre du commerçant contrevenant, a-t-on appris, dimanche, de cette institution sécuritaire. Selon un communiqué de la cellule de communication de la sûreté de wilaya, cette opération de contrôle a permis la saisie de 798 kg de viande rouge bovine et ovine d'importation, avariée et impropre à la consommation humaine, dans un commerce de vente

de viande rouge et blanche de Chettia. L'opération a été réalisée sur la base d'informations portant sur la présence de viande d'une qualité "douteuse" exposée à la vente, laquelle a été inspectée, avant la saisie d'une partie de la quantité exposée à la vente au niveau dudit local commercial. Sur place, les services de contrôle ont également découvert 33 autres carcasses de viande stockées dans une chambre froide, dans des conditions de conservation inappropriées. Leur inspection par le médecin vétérinaire de la direction des services agricoles (DSA) a confirmé qu'elles étaient impropres à la consommation

humaine, et qu'elles dégageaient des odeurs nauséabondes, selon la même source. La viande saisie a été détruite par les services concernés, au moment où des procédures judiciaires ont été engagées contre le contrevenant, âgé de 47 ans. Cette opération s'inscrit dans le cadre du programme de contrôle fixé par la sûreté de wilaya de Chlef en coordination avec différents partenaires, dans l'objectif de préserver la santé publique et de lutter contre les différentes pratiques commerciales douteuses durant le mois sacré du Ramadhan.

APS

BLOCAGE DE L'AIDE HUMANITAIRE À GHAZA LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE INTERPELLÉE

Le porte-parole du Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme, Thameen Al-Khitan, a dénoncé, lundi, la poursuite du blocage par l'entité sioniste de l'entrée de l'aide humanitaire dans la bande de Ghaza, appelant la communauté internationale à agir en vue d'empêcher la propagation de la faim dans l'enclave palestinienne. "La décision de l'entité sioniste de suspendre complètement l'entrée de toute aide à Ghaza est une mesure inacceptable et confirme la violation de cette dernière de ses obliga-



tions en vertu du droit international", a indiqué M. Al-Khitan. Il a mis l'accent sur le fait que l'entité sioniste "en tant que puissance occupante, est obligée de fournir

toutes les capacités nécessaires pour assurer l'arrivée de nourriture et de fournitures médicales à la population de Ghaza, en plus de sécuriser le système de

santé". Mettant en garde contre les répercussions de la décision sioniste sur la vie des Ghazaouis, le responsable onusien a appelé la communauté internationale "à agir vite en vue de ne pas permettre à la faim de se propager à nouveau à Ghaza". L'armée d'occupation sioniste continuait lundi de fermer les points de passage de Karam Abu Salem et de Beit Hanoun dans le nord et le sud de la bande de Ghaza pour le neuvième jour consécutif, avec un arrêt complet de l'entrée de l'aide humanitaire.

RISQUE DE POLLUTION APRÈS LA COLLISION ENTRE UN CARGO ET UN PÉTROLIER EN MER DU NORD

Une collision entre un cargo et un pétrolier en mer du Nord au large des côtes anglaises a fait au moins 32 blessés, transportés à terre à Grimsby (nord-est de l'Angleterre), a indiqué lundi le directeur du port de Grimsby, Martyn Boyers, alors qu'une "évaluation est en cours" à propos d'un risque "probable" de pollution. Les blessés sont arrivés à terre "à bord de trois bateaux" et "les ambulances font la queue sur le quai" du port, a-t-il indiqué à des médias, précisant que l'un des navires se trouvait à l'ancre au moment de la collision. Selon la BBC, qui cite deux sources distinctes, le pétrolier impliqué dans la collision est en feu et des pompiers ont été dépêchés sur place. L'entreprise suédoise Stena Bulk a confirmé être propriétaire du navire pétrolier, précisant qu'il battait pavillon américain et était exploité par l'entreprise Crowley. Elle n'a pas souhaité commenter davantage. Selon des informations de presse, le cargo impliqué serait le "Solong" ou "So Long" et appartiendrait à l'entreprise allemande Reederei Köpping.

